

**CONTRE
CE POUVOIR
INCAPABLE,
À NOUS
D'IMPOSER
NOS RÉPONSES**



EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 4 FÉVRIER!

Dossier

**CRISE SANITAIRE: LA
CULTURE SACRIFIÉE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La crise et les eaux glacées
du calcul égoïste

Page 2

ACTU INTERNATIONALE

Suisse: islamophobie non
dissimulée

Page 5



ACTU SOCIALE

Jeunesse: nous ne serons pas
la «génération Covid»!

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Ahlem Belhadj
à l'occasion des 10 ans de la
révolution tunisienne

Page 12



Par HENRI WILNO

La crise et les eaux glacées du calcul égoïste

La crise sanitaire et économique confirme et amplifie toutes les tendances à l'œuvre dans le capitalisme de ce début de siècle et, notamment, la polarisation des revenus et des richesses. De nombreux rapports le montrent. Le plus récent est celui publié le 25 janvier par l'ONG Oxfam.

Au niveau mondial, les super-riches s'en tirent à merveille. Certes, au cours des premiers mois de la pandémie, l'effondrement des marchés boursiers a vu les milliardaires, qui comptent parmi les plus gros actionnaires, accuser des pertes importantes. Ce revers a toutefois été de courte durée. En seulement neuf mois, les 1000 milliardaires les plus fortunés ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant-crise. En effet, grâce aux milliards déversés par les États et les banques centrales vers les entreprises et les banques, les marchés boursiers ont prospéré alors même que l'économie réelle est confrontée à la pire récession depuis un siècle.

Parallèlement, des centaines de millions de personnes ont perdu leur emploi et vu chuter leurs revenus. Ce qui, pour une partie d'entre elles et eux, signifie la misère et la faim. Les estimations récentes, encore provisoires, évaluent le nombre de personnes tombées en 2020 sous le seuil officiel de pauvreté, soit 5,50 dollars par jour, entre 200 et 500 millions. La France ne détonne pas dans ce panorama. Les 43 milliardaires français ont retrouvé leur niveau de richesse pré-pandémie en à peine 9 mois. Par contre, on comptait à l'automne 8 millions de bénéficiaires de l'aide alimentaire en France contre 5,5 millions avant la crise tandis que le nombre d'allocataires du RSA a explosé. Ces chiffres publics et non contestables n'ébranlent pas la plupart des gouvernements et, en particulier, le gouvernement français. Non seulement les gouvernements capitalistes cherchent à revenir au « monde d'avant » mais ils profitent de la crise et des difficultés des mobilisations pour marquer des points supplémentaires contre le monde du travail. Face à cette situation, Oxfam, avec d'autres, propose des réformes. Certaines seraient sans doute bienvenues mais l'essentiel est que, derrière richesses et inégalités, il y a surtout le pouvoir. Les capitalistes ont le pouvoir d'organiser le travail et de nous en priver. Ils ont le pouvoir de diriger les investissements vers les seuls secteurs rentables. Ils ont le pouvoir de se faire entendre des gouvernants. Tout est « *noyé dans les eaux glacées du calcul égoïste* » comme l'a écrit Marx dans le *Manifeste communiste*. Peu importe le prix à payer pour la majorité. Pour mettre fin à la marche à l'abîme, il faudra bien plus que des réformes.

BIEN DIT

La France prétend qu'elle découvre le racisme, elle n'a jamais vécu la colonisation sur son sol. Elle s'en arrange dans les livres d'histoire: cela crée des générations qui pensent qu'une colonie, c'est la France qui vient vous instruire avec des policiers, des instituteurs, l'électricité. Tant que le pays n'aura pas fait son travail de décolonisation, il y aura clivage.

CAMÉLIA JORDANA (chanteuse), liberation.fr, 24 janvier 2021.

À la Une

CONTRE CE POUVOIR INCAPABLE, À NOUS D'IMPOSER NOS RÉPONSES

En grève et en manifestation le 4 février!

Face au rebond de l'épidémie, le confinement est de nouveau sur la table. Leur monde d'après, c'est bien: «Travaille, consomme et tais-toi!».

Le gouvernement s'est planté à chaque étape de la crise sanitaire, avec une gestion capitaliste de la pandémie qui ne conduit à aucune autre issue qu'une privation de nos libertés pour maintenir les profits et qui ne permet aucunement de se doter des outils nécessaires pour contenir durablement le virus et pour obtenir des moyens afin d'assurer notre sécurité sur les lieux de vie et de travail.

Face au virus, contre ce gouvernement, reprenons la main

Les capitalistes, Macron et son gouvernement, ont continué à casser le service public de santé et, ayant perdu la main sur le traitement sanitaire de la pandémie, comme en a encore récemment témoigné le fiasco du lancement de la campagne de vaccination, n'ont comme unique réponse que la gestion autoritaire de cette situation: confinement, couvre-feu, fermeture de tous les lieux de loisirs et de culture...

À l'opposé, comme le montrent les multiples indicateurs tous au rouge (virulence des nouveaux variants, début d'engorgement des hôpitaux, développement de clusters y compris dans les établissements de santé...), il y a urgence à apporter des réponses sur le terrain sanitaire (lire ci-contre). Nous devons continuer à nous mobiliser contre les fausses «solutions» du gouvernement: on ne peut pas accepter que nos vies privées, sociales et politiques soient confinées, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît notamment pour les jeunes et les personnes âgées, et continuer à travailler comme si de rien n'était! Pour ralentir la propagation du

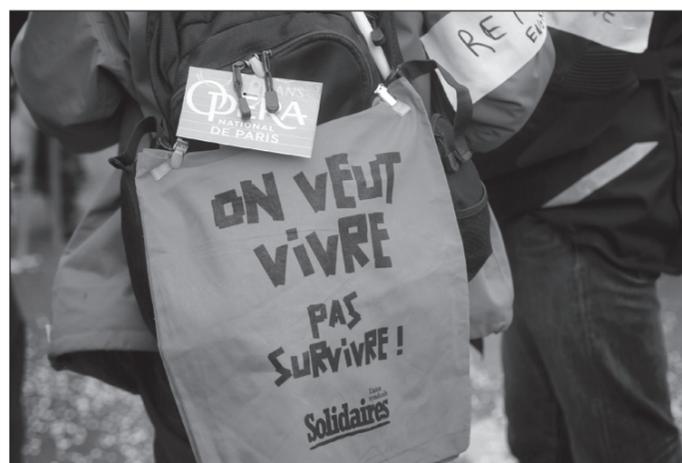


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

virus, il faut diviser par deux le temps de travail sans perte de salaire, arrêter les productions non essentielles, recruter massivement pour que les établissements scolaires puissent fonctionner en demi-groupes tout en assurant la présence des élèves à plein temps, permettre la vaccination massive, notamment de l'ensemble des personnels soignants et des salariéEs qui travaillent en présentiel.

Mettre l'économie au service de la population

Un an après l'arrivée du Covid-19 en Europe, les solutions envisagées par les gouvernements capitalistes n'ont pas changé. Incapables de fournir des masques au début, ils ont échoué tout autant dans la mise en place des dépistages comme de la vaccination. Cette succession d'échecs n'est pas due à leur incapacité. Elle est le résultat de l'incapacité des capitalistes à

mettre la production, les grandes entreprises, l'économie, au service du plus grand nombre. Elle est également due à leur choix de sacrifier les services publics depuis plusieurs décennies.

Une tout autre politique est possible:

- En réquisitionnant toutes les entreprises qui ont un rôle face au virus: industrie pharmaceutique, production de tests, de virus, de masques;
- En refusant les brevets sur les vaccins, en assurant la transparence dans la recherche et l'évaluation;
- En ouvrant 100 000 lits d'hôpital, en formant du personnel soignant et en réquisitionnant les cliniques privées et leurs personnels;
- En finançant massivement la recherche publique pour développer de nouveaux traitements et de nouveaux vaccins en toute indépendance de l'industrie pharmaceutique;

- En diminuant drastiquement le temps de travail et en associant la population à la prévention et à la réorganisation de la société face à l'épidémie.

Ils ne confineront pas nos colères!

La semaine dernière, des milliers d'étudiantEs ont commencé à se réunir, à manifester pour la réouverture de leurs universités dans des conditions sanitaires assurant la sécurité de touTEs. Le 23 janvier, 2000 personnes se sont retrouvées à Paris pour exprimer le refus des licenciements et des suppressions de postes. Dans la santé, l'éducation, l'énergie, les personnels se sont mobilisés, et vont continuer de le faire, pour défendre le service public.

Ce samedi 30 janvier, nous continuerons la mobilisation contre les lois liberticides et racistes en cours d'adoption. Et le jeudi 4 février, l'ensemble du monde du travail est appelé à la grève pour défendre l'emploi, les salaires, et exiger un changement radical de politique face à la crise sanitaire et sociale. Cette journée doit être un succès, l'occasion de faire converger les colères contre un pouvoir qui nous emmène chaque jour un peu plus dans le mur.

Face à une épidémie qui n'est pas près de s'arrêter, il est temps de nous regrouper pour nous faire entendre, pour rompre avec la gestion capitaliste de la crise, et de nous organiser pour donner vie à une autre société, solidaire. Parce que nos vies valent plus que leurs profits, c'est toutes et tous ensemble que nous devons commencer à relever la tête!

GUERRE D'ALGÉRIE

« L'histoire peut rassembler à condition d'être dite et connue dans sa totalité »

Entretien. L'historien Benjamin Stora a répondu à la commande faite par Emmanuel Macron d'un « Rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie », visant à « s'inscrire dans une volonté nouvelle de réconciliation des peuples français et algérien » (lettre de mission). **Sylvie Thénault**, historienne, directrice de recherche au CNRS, spécialiste de la colonisation et de la guerre d'indépendance algérienne, nous livre une première analyse.

Entre ses déclarations pré-électorales dénonçant la colonisation comme crime contre l'humanité, la reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin et la loi en discussion sur le séparatisme, « confortant les principes de la République », quels sont les objectifs de Macron avec ce rapport ?

Un des traits dominant de ce rapport est l'approche psychologisante adoptée par Stora. C'est un véritable

problème car cette psychologisation est un outil redoutable de dépolitisation. Ainsi posé, le problème est réduit à sa dimension de douleur intime et les préconisations peuvent en rester au symbolique. Les déclarations présidentielles en sont le meilleur exemple, Macron n'est pas le seul même si c'est lui qui est allé le plus loin. Il faut, je pense, prendre Macron au sérieux, quand il dit être attaché et convaincu

de l'importance de la mémoire dans une société et une nation (puisque il raisonne en ces termes). Étudiant à Sciences Po, il a été très proche de Ricœur au moment de la conception de son livre-phare *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*. En revanche, avec cette approche, le lien n'est pas fait avec les enjeux politiques que charrie cette histoire et qui sont notamment les politiques publiques à l'égard des

Maghrébins vivant en France. Quelle est la portée sociale du symbolique? Quel effet concret? Oui, des gestes et des déclarations peuvent avoir du poids auprès d'individus blessés au plus profond d'eux-mêmes mais en quoi répondent-ils aux discriminations quotidiennes qui sévissent aujourd'hui et qui jouent, dans leur apparence, un rapport colonial entre autorités françaises et « musulmans »?

Un monde à changer

MACRON, VERSAILLES ET LES PATRONS. Face à la pandémie et aux nouveaux variants du virus, la population n'a droit qu'à du brouillard ou à des déclarations rassurantes sans lendemain. La semaine dernière, Véran, le ministre de la Santé, annonce 15 millions de personnes vaccinées à l'été, quelques heures après c'est 43 ou 70 millions. Brouillages...

Ce qui préoccupe en fait Macron, c'est de donner des certitudes aux capitalistes. Chaque année depuis qu'il est président, est organisée une conférence baptisée «Choose France» dans la Galerie des glaces du château de Versailles avec le gratin des grands patrons. Cette année, du fait du Covid-19, elle devrait avoir lieu cet été si la pandémie le permet. En attendant, Macron ne peut réfréner son envie de parler immédiatement à ce beau monde.

A donc été organisée une visioconférence lundi 25 janvier. Une centaine de dirigeants de multinationales, de Siemens à Snapchat en passant par Ferrero et Inditex, devaient y assister. Le but de cette rencontre virtuelle ? Expliquer comment l'Élysée envisage le monde d'après. Comme le disent les conseillers de Macron, il s'agit de «rassurer les investisseurs étrangers». «Le président de la République leur dira que nous ne retournerons pas en arrière. Il n'y aura pas de retour de l'impôt sur la fortune, ni d'annulation de la

baisse de l'impôt sur les sociétés. Nous continuerons la politique de l'offre [...], il faut donner de la visibilité aux investisseurs».

Certes, beaucoup de choses dépendent de l'évolution de la pandémie. Mais Macron et ses sbires estiment fondamental d'assurer aux patrons que, quels que soient les événements, il n'y aura pas de mesure de nature à les chagriner. Ceci alors qu'ils tirent leur épingle du jeu. Selon une étude de Allianz Global Investors, les dividendes versés par les entreprises européennes devraient rebondir de 15% en 2021 effaçant plus de la moitié du recul de 2020. Macron n'entend renoncer à aucune des réformes. Pour ce qui est de celle de l'assurance chômage, rejetée par tous les syndicats en raison de ses effets dévastateurs, Élisabeth Borne (la ministre du Travail) remet le couvert et essaie de trouver une entente dans la combine. Malgré la montée du chômage et des suppressions de postes.

Certains voudraient croire que la gravité des événements pourrait augmenter la lucidité de ceux qui nous gouvernent. Ce n'est qu'illusion. Il faudra s'y mettre tous et tous ensemble. La manifestation du 23 janvier contre les licenciements a constitué une première démonstration de ce qu'il faudra faire en grand, en très grand...

Les mensonges du gouvernement, sa gestion liberticide des couvre-feu et confinements, la précarité, les pertes de revenus, les plans de licenciements, l'épuisement psychique face à une pandémie qui n'en finit pas, minent l'acceptabilité des mesures de solidarité collective qui, elles, sont nécessaires, et qui sont rendues difficiles à cause de la politique gouvernementale. Ceux qui nient la réalité de la pandémie essayent d'en profiter. À nous de prendre en compte cette colère, ce refus des mesures liberticides, qui sont souvent légitimes, pour exiger les moyens sanitaires, sociaux, financiers, collectifs pour affronter cette pandémie.

À nous de définir les secteurs indispensables et les modalités de leur fonctionnement

Ce ne sont pas les profits qui doivent dicter les secteurs «indispensables» (au profit) qui restent ouverts et ceux indispensables à notre culture, nos amours... qui doivent fermer. Aux salariéEs, à la population, en lien avec les professionnelEs de santé, de décider démocratiquement de ce qui doit fermer ou rester ouvert, avec les moyens sanitaires qui vont avec et la garantie du maintien des revenus. Exemple : dans l'éducation nationale, il s'agit de bâtir avec personnels, parents d'élèves et professionnelEs de santé des protocoles qui garantissent réellement les gestes barrières (embauches massives, réquisitions de locaux, équipements informatiques fournis aux plus précaires, pour mettre en place partout des demi-groupes en alternance, pour limiter le nombre

COVID-19 Urgences sanitaires et sociales

Alors que l'hypothèse d'un nouveau confinement est désormais ouvertement sur la table, il est plus que temps d'amplifier les mobilisations, autour d'un plan d'urgence sanitaire et sociale, pour en finir avec l'incurie de ce gouvernement qui s'est planté à chaque étape de cette crise sanitaire.



d'élèves à la cantine, dans les transports en commun, sans décrochage scolaire des plus fragiles...).

Plus de sécurité sociale, moins de sécurité globale!

– Attribution immédiate de moyens pour permettre à l'hôpital, aux Ehpad, au travail social de faire face (Véran avait promis 12000 lits de réa, les chiffres de Santé publique France sont à 5072). À l'opposé le gouvernement poursuit sa politique de réduction d'effectifs;

– Vaccination urgentissime de touTEs les soignantEs (et pas seulement des plus de 50 ans qui présentent des pathologies) pour éviter l'effondrement des structures de soins;

– Protection de tous les premiers de corvée, du sanitaire, de l'alimentaire, qui doivent aussi bénéficier d'une vaccination rapide;

– Dénonciation du chèque psy de Macron, qui sera de toute façon insuffisant pour ouvrir aux plus précaires un secteur psy libéral saturé. Fin du

démantèlement et développement du secteur psychiatrique public.

Garantie de salaires, de revenus, des moyens pour se défendre face au Covid

– Revenus garantis à 100%, allocation d'autonomie égale au SMIC pour les jeunes qui vivent dans la galère sociale et psychologique;

– Fermeture des centres de rétention, régularisation des sans-papiers, même droits pour touTEs;

– Réquisition des logements vides pour les SDF, les mal-logéEs;

– Interdiction des licenciements et des suppressions de postes;

– Réduction du temps de travail.

Mobilisation démocratique de la société contre le Covid et le gouvernement

– Les restrictions ou suppressions de droits démocratiques au nom de «l'urgence sanitaire» sont insupportables. Il faut au contraire pousser à la mobilisation démocratique, sur les lieux de travail, d'études, les quartiers...

– Un système de testage massif, associé à la généralisation sur tout le territoire, avec les budgets correspondants, des équipes Covisam qui ont fait la preuve de leur efficacité en Île-de-France (Véran avait promis une visite à chaque cas Covid+, rien n'a été fait en ce sens).

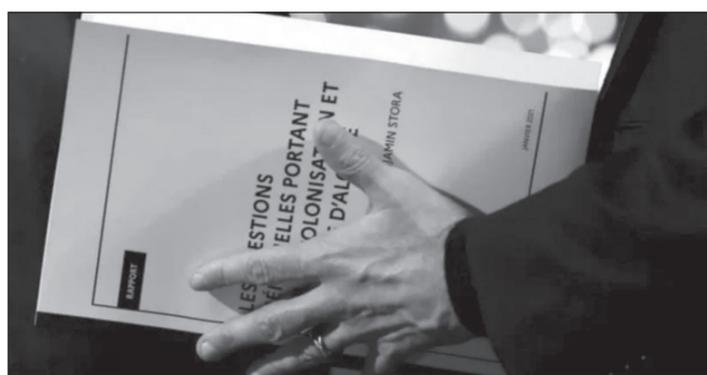
Commission santé-sécu-social

Reparlons du récépissé lors des contrôles d'identité, du CV anonyme, du droit de vote des étrangers : avec l'approche psychologisante, ni Macron ni aucun autre homme politique, d'ailleurs, n'a besoin d'aller jusque-là.

Stora reprend «une belle formule de Pierre Nora» : «Si la mémoire divise [...] l'Histoire peut rassembler». Comment cette idée s'inscrit-elle dans la volonté d'une instrumentalisation de l'histoire qui arase les réalités dans une démarche visant à «réconcilier la France avec son histoire» (interview de Stora au Parisien) ?

C'est typiquement encore une approche qui n'est ni sociologique ni politique. L'idée est qu'il y a deux «peuples», unanimes chacun de leur côté, et antagonistes; c'est aussi l'idée de la fameuse «guerre des mémoires». La réalité est que, pendant la guerre, les deux sociétés,

française et algérienne, ont été profondément déchirées et qu'il y a eu des solidarités transcendant les appartenances nationales, ainsi que des conceptions flottantes de l'algérianité, qui ont permis à des «Européens», dans la catégorisation coloniale, de se dire algériens. Alors que signifie une «réconciliation»? Il me semble qu'elle est communément comprise comme une «réconciliation» entre États mais qu'en penser alors que l'État algérien est aujourd'hui contesté par une mobilisation sans équivalent depuis 1962? Une «réconciliation» entre États ne servirait-elle pas une relégitimation de l'État algérien tandis qu'elle servirait les intérêts français en Algérie, économiques, sécuritaires, géopolitiques, qui ont évidemment bien plus d'enjeux que le passé? Oui, l'histoire peut rassembler, je suis d'accord, à condition d'être dite et connue dans sa totalité, dans toute



sa complexité, et d'être partagée. Les historiens le font déjà, depuis des décennies. Les études, les livres, les colloques existent! Le rapport de Stora, par exemple, évoque un «guide numérique» sur les disparus : il en existe un, qui est en ligne! Ce qu'il faut maintenant, c'est que cette histoire

arrive à percer en dehors des enceintes universitaires. Il faut cependant pour cela être prêt à se débarrasser des appartenances nationales car c'est une histoire qui met les nations à mal, qui dévoile leurs fractures. Le chemin est long...

Propos recueillis par Robert Pelletier

Le chiffre

63%

C'est le taux d'augmentation du budget militaire de la Grèce entre 2020 et 2021, votée par le Parlement (de droite). Dans le même temps, le budget de la santé baisse de 13%... La France est ravie et l'a fait savoir, puisque l'augmentation des dépenses militaires grecques correspond à un contrat passé avec Dassault (achat de 18 avions Rafale pour un montant de 1,92 milliard d'euros). Les (meurtrières) affaires continuent...



Agenda

Judi 28 janvier, journée de grève dans l'Énergie.

Samedi 30 janvier, manifestation nationale contre la loi sécurité globale et les autres textes liberticides, Paris. À 13h.

Judi 4 février, journée de grève interprofessionnelle.

Vendredi 5 février, débat public en ligne: que nous disent les luttes?

De 18h à 20h30. Que nous disent aujourd'hui, dans une perspective post-capitaliste, les luttes, les mobilisations populaires et les pratiques alternatives? En quoi contribuent-elles à une redéfinition de la politique? Lien de connexion: <https://uso2web.zoom.us/j/85379995340?pwd=ck9TL09VZDN4Q2dKcm83NzdhN21NUU09>
ID de réunion: 853 7999 5340
Code secret: 163442

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Je trouve cette dérive autoritaire très inquiétante. Je trouve que la remise en cause de l'État de droit, par ces arrestations collectives et préventives, est insupportable.

JEAN-YVES LE DRIAN à propos de la Russie, France Inter, 24 janvier 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BELGIQUE

Répression massive de la manifestation contre la justice de classe et raciste

Dimanche 24 janvier 2021 un rassemblement se tenait à Bruxelles pour dénoncer le racisme et le caractère de classe de la justice en Belgique. Une action similaire avait été interdite par le Bourgmestre de Bruxelles le 5 décembre 2020. Si cette fois le rassemblement n'a pas été purement et simplement interdit, il n'a pas non plus été autorisé. Les autorités politiques et la police s'offraient donc toute la liberté de réprimer l'évènement si l'envie leur en prenait.

Dans ces conditions, et en concertation avec elles, la présence des familles des victimes de violences et de meurtres policiers n'était plus possible. Le risque était trop grand, elles n'ont donc pas pris la parole tel qu'initialement prévu. En cela, les autorités du pays, à tous les niveaux, ont donc réussi leur coup : fermer une fois de plus l'espace public aux familles. S'il fallait encore une preuve du caractère fondamentalement raciste de l'institution policière et de tout l'appareil politique qui la soutient, en voilà une. Situation abjecte, où prendre la vie d'un fils ou d'une fille ne suffit pas. Il faut encore déployer tout ce que l'État sait mobiliser de répression pour, dans les faits, tenter de les forcer au silence et de les assigner à résidence.

**Stupéfiante agressivité policière**

Durant toute la durée des prises de parole, la police encerclait la place. Une présence massive et ostentatoire. Plusieurs jeunes sont durement contrôlés aux abords du dispositif dont le seul « crime » est clairement d'être les racisés indésirables de l'espace public. L'information se confirme que la police empêche des gens de rejoindre le rassemblement.

Celui-ci durera bien les 45 minutes octroyées par la police, pas une de plus. Le temps écoulé, les forces de l'ordre se rapprochent, le cercle se rétrécit. Il faut quitter la place immédiatement. La plupart des personnes présentes s'éloignent, d'autres s'attardent quelques instants, dont certaines pour répondre aux interpellations des médias. Soudain, le basculement. Depuis la chaussée, des policiers cette fois munis de boucliers et de matraques arrivent au pas de course et ferment la route. Le nombre de policiers présents explose. Ils crient, chargent, poussent et interpellent déjà dans les rues adjacentes. Leur agressivité est tout simplement stupéfiante, presque paralysante. Très vite, en bas de la place et en direction de la Gare centrale, un face à face se tient entre la police et des participantEs au rassemblement, principalement des jeunes, dont certainEs ont courageusement et brillamment pris la parole quelques minutes auparavant. Ils et elles sont entourés, dépassés en nombre par des policiers faisant un usage massif des chiens et du gaz lacrymogène.

Au total, en réponse à un rassemblement d'un peu plus de 150 personnes, ce sont des moyens gigantesques qui ont été déployés, appliqués avec une force implacable et une violence inouïe : renforts fédéraux et de zones de police de presque tout le pays, motos, chevaux, véhicules par dizaine, six autopompes, un hélicoptère. Toutes les personnes présentes pourront en attester : la police est la seule responsable des troubles qui ont émaillé l'après-midi. Dans son discours, elle le démontre d'ailleurs elle-même lorsque sa porte-parole reconnaît que « la manifestation s'est passée dans le calme ». Effectivement, jusqu'à ce que la police en décide autrement et procède à plus d'une centaine d'arrestations.

Charles Hampton

ÉTATS-UNIS **Biden : une lune de miel fragile**

Avec Donald Trump chassé de la Maison Blanche et sa tentative de coup derrière nous, des millions d'AméricainEs partagent un sentiment de soulagement. Nous savons cependant qu'il y a beaucoup de souffrances et de grands besoins alors que nous sommes au cœur de la pandémie de coronavirus et d'une grave dépression économique.

Biden a commencé sa présidence en signant des dizaines de décrets pour renverser certaines politiques de l'ancien président Donald Trump et définir une nouvelle direction pour le pays. Il a stoppé la construction du mur à la frontière mexicaine, a mis fin à l'interdiction des voyageurs en provenance de pays musulmans. Il a mis fin aux vastes politiques d'expulsions de Trump et a appelé son cabinet à préserver l'Action différée pour les arrivées d'enfants (DACA), un programme qui accorde des permis de séjour et de travail à celles et ceux amenés aux États-Unis par leurs parents quand ils étaient enfants. Il a également prolongé les moratoires liés aux coronavirus sur les remboursements de prêts étudiants fédéraux et les saisies de logements et a révoqué le permis pour la construction du pipeline de pétrole et de gaz Keystone XL. Les États-Unis rejoindront également l'Accord de Paris sur le climat.

Plan national de lutte contre le virus

Le problème le plus urgent, cependant, est le Covid. L'absence de plan national de Trump est en grande partie responsable de l'incapacité à contrôler le virus qui a coûté la vie à 400 000 personnes ; alors peut-être l'acte le plus important de Biden a-t-il été d'appeler à une mobilisation de temps de guerre pour faire face à la pandémie. Il a présenté le premier plan national de lutte contre le virus, a déclaré que le gouvernement vaccinerait au



moins 100 millions de personnes en 100 jours et il a ordonné que les masques soient portés dans tous les espaces sur lesquels il exerce son pouvoir, comme les propriétés fédérales et dans les transports entre les États. Les États-Unis rejoindront également l'Organisation mondiale de la santé.

Biden a aussi annoncé qu'il proposerait au Congrès son plan de soutien de 1 900 milliards de dollars qui comprend 1 400 dollars supplémentaires en paiements directs pour les ménages au-dessous d'un certain revenu et un supplément aux allocations chômage de 400 dollars par semaine, ainsi qu'une prolongation du moratoire sur les expulsions et les saisies. Le plan comprend également 350 milliards de dollars pour les gouvernements des États et locaux et 400 milliards de dollars de financement supplémentaire

pour lutter contre la pandémie. Le nouveau président aura du mal à faire passer sa proposition au Congrès où les Républicains résisteront, alors que les Démocrates n'ont qu'une majorité de 10 voix à la Chambre des représentants (qui comprend 435 membres) et une majorité d'une voix au Sénat. Du côté de la gauche démocrate, Alexandria Ocasio-Cortez (élue à la Chambre des représentants) a critiqué l'insuffisance de l'aide de 1 400 dollars.

Les fleurs de mai...

L'ambiance festive actuelle parmi les Démocrates et la lune de miel avec le président ne dureront probablement pas longtemps, étant donné à la fois qui est Biden et les défis sanitaires et économiques auxquels il est confronté.

Bien que les premières actions de l'exécutif et les propositions

législatives de Biden soient les bienvenues, il s'oppose au programme progressiste qui comprend des éléments tels que les soins de santé à payeur unique (une forme de sécurité sociale), l'annulation de la dette étudiante, le « Green New Deal » pour lutter contre le changement climatique, une réduction du budget militaire, le refus d'une politique étrangère impérialiste, et la fin des armes nucléaires. La question est de savoir si les mouvements de ces dernières années – Black Lives Matter, les grèves des enseignantEs, la lutte pour un salaire minimal de 15 dollars de l'heure et les droits des immigrés et la mobilisation des électeurEs noirs et latinos – peuvent être transformés en une force qui combine action dans les rues et action politique.

Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), avec leurs 85 000 membres, ont lancé une campagne pour « taxer les riches » et continuent de revendiquer à la fois sur le système de santé et sur le « Green New Deal ». La situation est complexe : d'un côté, de nombreux AméricainEs voudront donner une chance à Biden ; de l'autre, il y aura sûrement plus de pression pour que le gouvernement aille plus loin sur le plan social. Le printemps apportera non seulement des averses d'avril et des fleurs de mai pour ravir ma petite-fille lorsque nous rentrons de l'école à pied, mais très probablement un nouveau mouvement de résistance à la politique de Biden et des Démocrates.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

BRÉSIL **Les hôpitaux s'effondrent et l'image de Bolsonaro se délite**

Entre le 14 et le 20 janvier, au moins 78 personnes sont littéralement mortes par asphyxie dans les États d'Amazonas et de Para, au nord du Brésil : il y avait un manque d'oxygène dans les unités de soins intensifs. Près de 1 000 autres personnes sont mortes dans la région à cause de l'effondrement des hôpitaux.

Les scènes de médecins essayant désespérément d'aider leurs patients à respirer ont coïncidé avec la fuite de dizaines de patients hospitalisés qui ont choisi de mourir chez eux plutôt que de continuer à souffrir et de voir des gens suffoquer à côté d'eux.

Six jours plus tôt, le 8 janvier, le général Eduardo Pazuello – mis en place par l'ultra-droitier Jair Bolsonaro comme ministre de la Santé et supposé spécialiste dans la logistique – a été informé, en urgence, qu'à Manaus, capitale de l'État, l'oxygène pour les hospitalisés s'effondrait. Et il n'a rien fait.

Sabotage gouvernemental

Les avertissements de médecins et de chercheurs hautement qualifiés ne manquent pas : la tragédie vécue à Manaus pourrait s'étendre à tout le pays. Les hôpitaux, tant publics que privés, dans plusieurs États brésiliens, dont São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais, les trois principaux, sont déjà dans une situation d'effondrement ou sur le point de l'être.

Parmi les pays ayant un certain poids sur la scène mondiale, le Brésil est le seul qui n'ait pas réussi à rechercher rigoureusement une coordination pour faire face à la pandémie la plus meurtrière de ces cent dernières années au moins. Maintenant, des données concrètes commencent à apparaître

indiquant qu'au-delà de l'ineptie, le gouvernement militarisé dirigé par Bolsonaro a agi directement pour saboter les mesures qui pourraient atténuer la tragédie.

En avril de l'année dernière, le Brésil a été officiellement invité à rejoindre une alliance mondiale pour les vaccins, qui visait à réunir 155 pays pour assurer la vaccination contre le Covid-19. Il s'agit de Covax et, selon les règles de cet ensemble, le pays pourrait commander plus de 200 millions de vaccins, soit assez pour la moitié de sa population (en considérant deux doses pour chaque habitantE).

Au vu du nombre de ses habitantEs, le Brésil aurait été parmi les cinq premiers pays à recevoir des vaccins. Bolsonaro a refusé de rejoindre le groupe.

En août, Pfizer a contacté son gouvernement pour lui proposer 70 millions de doses de son vaccin, qui seraient disponibles en décembre. Il n'y a jamais eu de réponse officielle du ministère de la Santé dirigé par un général d'armée



en activité, dont la seule fonction visible est d'obéir aveuglément à un capitaine à la retraite.

« Dehors Bolsonaro ! »

Samedi 23 janvier, il y a eu des manifestations dans presque tous les États brésiliens. À l'appel des mouvements de gauche, des files de voitures ont défilé – rien qu'à Brasilia, il y en avait environ 500 – aux cris de « Dehors Bolsonaro ! » São Paulo et Rio furent aussi des capitales dans lesquelles on assista à des défilés bruyants.

Ce 24 janvier, des défilés de voitures sont prévus, cette fois-ci appelés

par la droite, qui a soutenu Bolsonaro jusqu'à ce qu'il commence à montrer des signes évidents non seulement d'inefficacité mais aussi de déséquilibre psychologique radical.

Les sondages d'opinion montrent que l'approbation de son gouvernement fond comme neige au soleil. Si le soutien était déjà minoritaire depuis un certain temps, il est maintenant minime. Mais le chaos continue, la tragédie continue, le pire président de l'histoire de la république brésilienne continue. Il est un concurrent direct des dictateurs qui ont pris le pouvoir à tour de rôle entre 1964 et 1985, dictateurs tant admirés par lui, avec leurs tortionnaires sanguinaires, mais qui n'ont pas réussi à produire une dévastation telle que celle que Bolsonaro a imposée et impose à ce pauvre pays.

Eric Nepomuceno

Article publié dans le quotidien argentin Pagina 12 en date du 24 janvier, écrit par son correspondant basé à Rio de Janeiro ; traduction rédaction A l'Encontre.

SUISSE Islamophobie non dissimulée

Déposée en 2017 par le comité d'Egerkingen (déjà à l'origine de la votation « Contre la construction de minarets » en 2008), cette initiative est soutenue par l'UDC et par une majorité du groupe du centre (PDC, PBD et PEV)¹. Elle prend sa source dans l'initiative tessinoise « Interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics », initiée par le mouvement « Trouble-fête » avec le soutien de la Lega et de l'UDC, et acceptée par plus de 65% des suffrages en septembre 2013.

Le racisme en campagne permanente

Le texte d'initiative a délibérément évité toute référence au voile intégral musulman. Mais ne nous y trompons pas, la burqa est l'objet principal d'accusation du comité d'Egerkingen et de ses soutiens, l'initiative ayant pour corollaire la discrimination envers les musulmanEs plus généralement. Les visuels de campagne des initiants sont d'ailleurs limpides, puisqu'on y voit une image d'une femme en burqa, estampillée « stop à l'extrémisme ». Cette votation s'inscrit dans une campagne continue et toujours plus stigmatisante contre les personnes non blanches, mais aussi contre les personnes musulmanes. L'UDC veut continuer à promouvoir et renforcer un discours xénophobe et islamophobe tout en maintenant une orientation néolibérale économique et destructrice sur le plan écologique.

L'égalité instrumentalisée

L'UDC et ses partisans ne cessent également d'instrumentaliser la question de l'émancipation des femmes dans leurs campagnes contre les étrangerEs et

Les citoyenEs suisses voteront en mars 2021 sur l'initiative populaire islamophobe « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage ». L'objectif principal est une nouvelle campagne de stigmatisation contre les populations musulmanes.



les populations musulmanes en particulier. Lors de la journée historique de la Grève féministe du 14 juin 2019, l'UDC romande, qui bien sûr ne la soutenait pas, avait organisé un repas de soutien pour une fondation anti-avortement (Aide suisse pour la mère et l'enfant). Pas surprenant de la part d'un parti qui avait soutenu l'initiative populaire « Financer l'avortement est une affaire privée », laquelle proposait d'exclure l'interruption volontaire de grossesse des prestations remboursées par l'assurance maladie (LAMal), refusée en votation en février 2014. L'UDC est au contraire un ennemi historique des avancées des droits des femmes.

D'autres voix se revendiquant « de gauche et féministes » soutiennent également l'initiative au nom de l'égalité, en déclarant que « le voile intégral n'est rien d'autre qu'une prison mobile réservée aux femmes ».

Leur argument paternaliste – « nous n'avons jamais considéré le fait que certains individus acceptent ou même adhèrent à la discrimination dont ils sont victimes comme une raison d'arrêter de combattre cette même discrimination » – nie l'agentivité des femmes portant la burqa et ignore que cette initiative ne fera au contraire que renforcer les discriminations auxquelles elles sont déjà soumises.

L'autodétermination vs l'État patriarcal

De telles orientations politiques sont en porte-à-faux avec toute idée d'autodétermination des femmes par elles-mêmes, en jetant l'anathème sur les femmes portant la burqa, en parlant en leur nom et en les déclarant automatiquement opprimées sans leur donner la parole ou même les écouter. De plus, l'utilisation de l'appareil

répressif de l'État n'est jamais un véhicule d'émancipation. Les femmes de confession musulmane, déjà suffisamment discriminées et sujettes à des stéréotypes ayant un impact considérable sur la réalisation de leurs droits, n'ont pas besoin que l'on décide à leur place. Il est à signaler que l'organisation Terre des Femmes (TdF), qui s'engage en faveur de l'égalité des sexes et combat les violences liées au genre, s'est prononcée sans ambiguïté contre une interdiction de la burqa, de même que la section suisse d'Amnesty International. TdF la qualifie d'« hypocrite » : revendiquer une interdiction de la burqa au nom de l'égalité n'est autre qu'une « instrumentalisation raciste ».

Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a d'ailleurs estimé en 2018 que la loi française sur l'interdiction de la burqa portait une atteinte disproportionnée à la liberté religieuse et constituait en même temps une « une forme de discrimination croisée basée sur le sexe et la religion ».

Voter en faveur d'une initiative qui ne fera que renforcer une forme de discrimination au nom de la lutte contre les discriminations faites aux femmes est un non-sens politique. Le voile et la burqa, imposées ou retirées par la force (par un État et/ou un individu), sont des actes réactionnaires qui vont à l'encontre de tout soutien à l'autodétermination des femmes.

Paola Salwan Daher et Joseph Daher

1 – UDC: Union démocratique du centre (extrême droite); PDC: Parti démocrate-chrétien; PBD: Parti bourgeois démocratique; PEV: Parti évangélique suisse.

GRÈCE Mobilisation contre le projet d'universités du fric et des flics

À la mi-janvier, le projet de « réforme » de l'université a été présenté en commun par la très réactionnaire ministre de l'Éducation et des Cultes, Niki Kerameos, et par... le ministre de la police (officiellement de la « Protection du citoyen »), Michalis Chrysochoïdis ! La raison a de quoi glacer d'horreur : la prétendue réforme est axée sur la sélection sociale, la marchandisation accélérée de l'éducation et la répression ouverte et revendiquée.

Ce projet peut se résumer en quatre axes, dont deux ouvertement répressifs. Ce qui est à la base, c'est l'application des divers textes européens en matière d'éducation, l'aggravation de la sélection et l'ouverture à la concurrence, jusque-là mieux écartée en Grèce que dans d'autres pays pour l'enseignement supérieur.

Casse de l'université et cadeaux aux patrons

La sélection se fera de deux manières : durcissement des conditions d'admission en fac, ce qui écarterait peut-être 20 000 étudiantEs, et exclusion (pour l'instant inconstitutionnelle) de ceux que la presse bourgeoise nomme depuis longtemps les « étudiants éternels »... avec tout le mépris de classe pour des jeunes qui, comme en France, travaillent pour payer leurs études, ce qui fait qu'environ 40 %

dépassent les six ans qui seraient autorisés pour le diplôme de base. On voit le carnage qui se prépare. La « solution » pour les excluEs qui voudraient faire ou continuer des études, ce serait, pour les plus riches, les « collèges », c'est-à-dire les boîtes privées et souvent très coûteuses qui, n'ayant pas le droit de délivrer des licences, s'allient à des facs étrangères pour préparer en Grèce des diplômés « attestés » par les facs en question. Et pour les autres, ce serait des boîtes professionnelles privées (IEK), pour des formations courtes (mais payantes !), et c'est là un objectif de masse dont ne se cache même pas Kerameos.

Une université policée

Pour imposer un tel recul au droit aux études pour toutes et tous, Kerameos a introduit dans son plan deux axes répressifs qui lui vaudront sûrement les félicitations de dictateurs

de la planète : une interdiction de fait des activités de contestation, avec établissement d'un conseil de discipline qui pourra valoir à des colleurs d'affiches ou intervenantEs au mégaphone un renvoi de la fac ! Et le clou : la création d'un corps de police universitaire, dépendant directement du ministère de l'Intérieur, qui sera amené à faire régner la devise du Darmanin grec (« loi et ordre »)... Cette innovation – que la ministre ose justifier en prétendant frauduleusement que c'est comme ça en France – se traduira par un corps de 1000 policiers équipés de menottes, armes d'autodéfense, un armement plus lourd étant aussi à leur disposition dans un local qui leur sera fourni dans chaque fac !

Mobilisation massive en plein confinement

L'élément principal de la riposte est une mobilisation universitaire qui grossit de semaine en semaine. La

semaine dernière, Chrysochoïdis pouvait encore ricaner sur le fait que ses flics avaient réussi à empêcher les étudiantEs mobilisés dans le centre d'Athènes de manifester. Mais suite à une série de rassemblements locaux, la journée du jeudi 21 janvier a été une étape très importante : partout dans le pays, des manifs ont eu lieu pour exiger le retrait du projet dans tous ses aspects, de sélection sociale, de cadeaux au privé et de répression. À Athènes, la police a été incapable d'empêcher une vraie belle manif de plusieurs milliers d'étudiantEs, de profs, soutenue par les syndicats enseignants, ADEDY (Fédération syndicale du Public), des syndicats d'entreprise. Le succès, marqué par des violences policières à Salonique, est très important et très encourageant : ces derniers mois, il a été quasiment impossible de tenir des manifs, le pouvoir les interdisant au nom du fallacieux prétexte des risques de contamination et réprimant la moindre tentative d'aller au-delà du rassemblement statique... et confiné par des hordes de policiers ! Néanmoins, toutes ces tentatives ont permis au mouvement social de garder confiance et l'écho de la manif de jeudi, même s'il reste à confirmer lors des initiatives prévues pour les jours à venir, est très important pour toute la jeunesse et le mouvement ouvrier. À Athènes, A. Sartzekis

ÉTATS-UNIS

Les limites du plan de Biden pour « redresser » la politique étrangère

Joe Biden veut établir un contraste marqué avec Trump, mais leurs politiques étrangères partagent des hypothèses similaires, en particulier celle de considérer à l'avenir la Chine comme le principal concurrent des États-Unis, économiquement et militairement.

Trump a essayé de faire pression sur la Chine avec ses politiques tarifaires à la noix – des politiques que Biden a déclaré qu'il conserverait. Biden reconstruit la position agressive de Trump contre la Chine avec une rhétorique sur le multilatéralisme (par exemple, le « front uni » avec l'UE) et la politique industrielle (« Build Back Better »). Comme chaque président des États-Unis qui s'engage à fournir à l'armée « tout le soutien dont elle a besoin », Biden a déjà laissé entendre qu'il serait prêt à augmenter le budget du Pentagone par rapport aux niveaux déjà obscènes de Trump.

« America is back »

Du point de vue « soft power » étatsunien, quelle est la différence entre « l'Amérique d'abord » de Trump et « l'Amérique devrait être le leader mondial » de Biden ? Entre « Make America great again » et « America is back » ?

Sachant que de nombreux membres de l'administration Biden sont des faucons libéraux et qu'ils cherchent à repousser la Chine et la Russie, il est possible que l'administration Biden fasse un faux pas conduisant à une guerre. De plus, comme l'a souligné le journaliste anticapitaliste uruguayen Raúl Zibechi, l'administration Biden pourrait aussi être plus disposée que Trump à déclencher des « révolutions de couleur » pour s'assurer de l'existence de gouvernements pro-américains en Amérique latine.

Biden adoptera une position moins antagonique face aux alliés américains que ne l'était Trump. Et l'administration parlera plus ouvertement des problèmes mondiaux tels que la pandémie et le changement climatique. Mais on peut se demander si cette administration sera capable d'apporter des changements substantiels dans ces domaines, même si leurs approches néolibérales pourraient fonctionner. Les politiques qui nécessitent un soutien massif du Congrès risquent de ne mener nulle part. Joe Biden aura du mal à rétablir l'accord nucléaire avec l'Iran, d'autant plus qu'Israël et l'Arabie saoudite, les principaux alliés des États-Unis dans la région, saboteront ces efforts. De même, étant donné la façon dont les Démocrates ont perdu les élections en Floride du Sud [où résident près de 1,5 million d'exilés cubains] en novembre, Biden se retirera probablement de tout rapprochement avec Cuba. La fin du règne chaotique de Trump ne changera pas le fait que bon nombre des sources d'« instabilité » mondiale auxquelles Trump était confronté seront présentes face à l'administration Biden. La pandémie continuera à faire des ravages dans le monde entier. Une crise mondiale des réfugiés se poursuivra. Et même si, comme prévu, l'économie mondiale se redresse, elle ne retrouvera pas les niveaux qu'elle a atteints en 2019 ou 2020 avant que la pandémie ne frappe de plein fouet. Avec autant de problèmes et de conflits internationaux potentiels, les « internationalistes » libéraux de l'administration Biden pourraient être tentés d'intervenir d'une manière que l'administration Trump n'aurait pas fait.

Les tâches des anti-impérialistes ne changeront pas avec le changement d'administration. Nous reconnaissons que l'administration Biden présente une façon différente de gérer l'empire américain que celle de Trump. Mais elle diffère davantage dans le style que dans le fond. Nous resterons au côté de ceux qui luttent contre la politique impériale des États-Unis, de la Palestine à l'Amérique centrale, et nous devons résister – en particulier au sein des couches populaires – à toute tentative de déclencher une « guerre froide » contre la Chine.

Lance Selfa

Publié par International Socialism Project, le 19 janvier 2021 ; version intégrale sur alencontre.org

CRISE SANITAIRE:

LA CULTURE SACRIFIÉE

Alors que les informations concernant un nouveau confinement circulent, nous revenons dans ce dossier sur la situation dramatique dans le secteur de la culture, particulièrement impacté par les (non-) choix gouvernementaux dans la gestion de la crise sanitaire.

ARTS VISUELS LE PLAT ET LE MÉTIER DU PAUVRE

Les aides TPE sont ouvertes aux artistes-auteurEs plasticienEs, mais n'arrivent toujours pas à toucher les artistes. Selon les chiffres du ministère de la Culture, seulement 5% de la population du secteur a été indemnisée pour des revenus inférieurs à ceux de l'année 2019 suite aux confinements, aux fermetures de musées, et annulation de diverses manifestations culturelles, ainsi que les théâtres et cinémas qui font vivre aussi une partie des artistes plasticiens. Comme pour la plupart des travailleurEs précaires, les métiers dit alimentaires (qui sont complémentaires à nos activités) ont bien souvent été considérés comme non essentiels, privant ainsi de nombreux auteurEs de ces revenus. Pourtant, certains syndicats d'artistes plasticienEs réclament depuis mars une aide exceptionnelle minimale de 1500 euros par mois pour les personnes privées d'exercer leur métier et donc de revenus pour vivre.

Situations ubuesques

L'interlocuteur des artistes-auteurEs plasticienEs est l'Urssaf du Limousin, qui est à Montreuil, logique: la population de notre secteur se retrouve face à une usine à gaz particulièrement non fonctionnelle. Les appels à cotisations sociales sont envoyés puis annulés mais réclamés sur le site internet, et impossibles à payer: totalement ubuesque. Il

aurait été judicieux dans cette période de crise sanitaire d'ouvrir les droits à touTEs, mais le ministère a choisi d'aider, avec une ristourne de cotisations sociales pouvant aller jusqu'à 2000 euros, les artistes les plus riches, pour ne pas avoir à aider tout le monde. On parle de presque 50% de la population des artistes-auteurEs mis de côté car elles et ils ont des revenus annuels inférieurs à 3000 euros. Le ministère choisit clairement de laisser crever les plus pauvres et plus précaires, sous prétexte de leur prétendue non-professionnalisation, ce qui démontre encore une fois la terrible méconnaissance et le mépris pour nos métiers par ce ministère qui ne comprends l'art que par sa forme rentable. À cela s'ajoutent les dysfonctionnements habituels concernant les indemnités journalières ou congés maternité, avec des retards de plusieurs mois, lorsque les artistes se battent pour pouvoir les toucher.

À relever tout de même ce fait « historique »: pour la première fois sous ce quinquennat, la ministre de la Culture a reçu en personne (enfin, via internet) l'ensemble des organisations professionnelles pour les entendre, mais elle n'a pu en écouter que trois sur la vingtaine de présents, car elle avait d'autres rendez-vous. La colère monte et la sensation d'être oubliéEs, car non organiséEs en industrie, est de plus en plus pesante.

Clément Valette

LE SPECTACLE VIVANT

UNE « PERTE ACCEPTABLE » ?

LA CULTURE EN COLÈRE

« Il y a une fragilisation depuis plusieurs années, et cette crise met en lumière, avec un projecteur de 1000 volts, des problèmes qui existaient déjà », expliquait la directrice financière du festival des Transmusicales à France 3 en décembre dernier à propos des difficultés de l'industrie musicale à l'heure du coronavirus¹. Avant même le début de la crise du coronavirus, ce sont ainsi 92% des travailleurEs de l'industrie de la musique en France qui auraient été en situation de difficulté financière selon une étude du collectif CURA². Dans la même étude, 94% des individus interrogés sont parfois ou souvent inquiets quant à leur avenir professionnel. Des inquiétudes qui se sont démultipliées avec la crise sanitaire et économique, comme le déclare le Centre médical de la Bourse³ à propos des patientEs qui travaillent dans le spectacle vivant.

Emplois, revenus et avenir menacés

Récemment, le fondateur du Hellfest interpellait Roselyne Bachelot sur la situation de son festival qui risque une nouvelle fois de ne pas se tenir. Mais derrière ce festival au budget de 25 millions d'euros et des gros noms du spectacle qui multiplient les tribunes en « Une » des journaux, il y a non seulement les petites salles de spectacle qui

paient le prix fort de la crise au même titre que les petits commerces, mais aussi et surtout une masse de travailleurEs permanentEs, intermittentEs, freelance, toutes les petites mains qui font tourner le spectacle vivant au quotidien, et qui, même en l'absence de plan social frontal comme cela peut être le cas dans d'autres secteurs du monde du travail, voient aujourd'hui leurs emplois, leurs revenus et leur avenir menacés. Car si la crise sanitaire est bien réelle, l'arbitrage des mesures limitant nos libertés et la possibilité même de travailler est indécent. Ouvrir des supermarchés alors qu'on interdit des spectacles de rue n'est malheureusement pas illogique d'un point de vue capitaliste: ces décisions répondent tout simplement à la logique du système. Celui-ci n'a que faire des besoins de la population. Seuls comptent les profits des grands capitalistes. Et dans ce schéma, la culture et les loisirs sont considérés comme une « perte acceptable ».

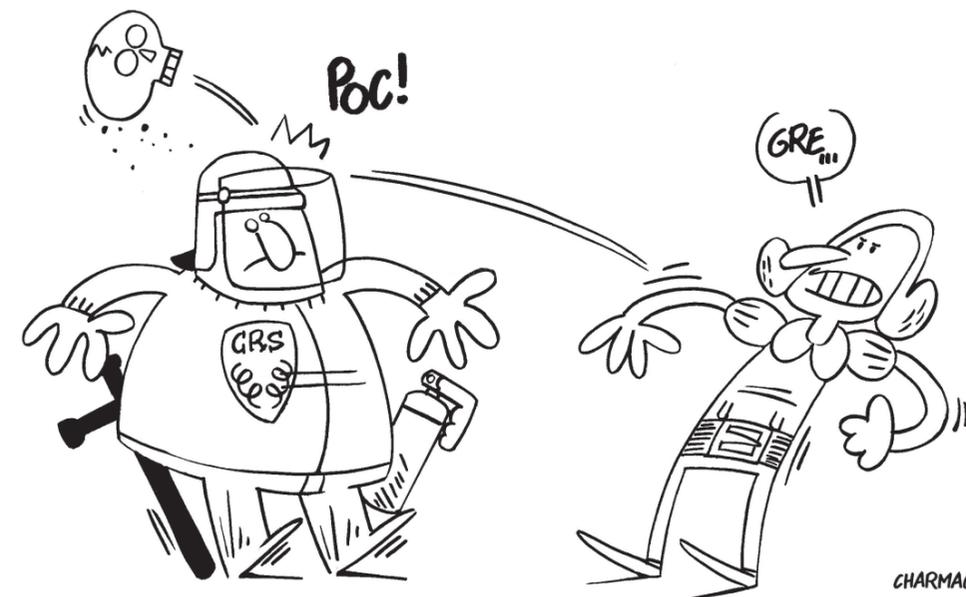
La catastrophe est déjà là

En conséquence, les mesures du gouvernement ne s'attaquent pas au cœur de la crise. Elles ne font au mieux que décaler de quelques mois l'inévitable: tant pour les petits patrons des structures qui risquent de mettre la clef sous la porte et pour qui les prêts garantis par l'État (souvent complexes à obtenir pour les lieux culturels)

ne sont qu'un sursis sans entrée de billetterie, que pour les salariéEs, et en particulier les plus précaires, menacés de perdre emploi et revenus.

Pour les travailleurEs hors du régime d'intermittence, seule une aide dérisoire de 900 euros à condition d'avoir déjà travaillé 60% de l'année a été allouée. Les intermittentEs qui bénéficient de l'année blanche ne sont couverts que jusqu'à l'été 2021 (date à laquelle il n'y aura clairement pas de « retour à la normale »), et leur avenir passé cette date est encore en suspension car Bachelot estime que le renouvellement de l'année blanche ne concernerait que certains « profils ».

Le travail est parfois possible, notamment dans les ensembles permanents. Mais paradoxalement, alors que les salles sont fermées, le travail est surchargé. Il faut prévoir de multiples scénarios à réadapter sans cesse. Les artistes n'étant pas toujours tenus de porter le masque sont particulièrement exposés au virus. À chaque apparition d'un cas positif ou cas contact, les répétitions sont perturbées et les blessures favorisées. Tout ça pour présenter des spectacles à une poignée de professionnels dans l'attente de les présenter, un jour peut-être, au public. Une poignée d'artistes travaillent donc dans des conditions dégradées, pendant que beaucoup sont à l'arrêt. Les conséquences en



sont la perte de compétences, parfois la nécessité de réorienter sa carrière.

Des revendications pour faire face à l'urgence

– Face à la stratégie sanitaire irresponsable du gouvernement, qui compte contenir le virus avec des mesures tout aussi répressives qu'inefficaces tandis qu'il arrose les patrons du CAC 40, nous revendiquons un plan sanitaire à la hauteur pour que le spectacle vivant et ses travailleurEs ne soient plus considérés comme des « pertes acceptables » pour le maintien des profits;

– Pour celles et ceux qui continuent à travailler et pour préparer la reprise de l'activité, nous revendiquons des commissions sanitaires décisionnaires constituées majoritairement de travailleurEs, seulEs capables d'établir un protocole sanitaire cohérent sur leur lieu de travail;

– Pour celles et ceux dont l'activité est à l'arrêt, nous revendiquons le maintien de « l'année blanche » des intermittentEs et la continuité des droits sociaux pendant un an après la fin de l'épidémie. Pour les travailleurEs hors régime d'intermittence, nous revendiquons la mise en place d'une allocation à la hauteur

minimale du SMIC pour touTEs les précaires. De l'argent, il y en a, comme en témoignent les milliards dépensés par le gouvernement pour arroser dans son « plan de relance » les grandes entreprises.

Camille Lupo et Tristan Termin

1 – <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/ille-et-vilaine/rennes/on-est-passe-fragilite-precarite-on-fait-point-etat-musiques-actuelles-1901422.html>
2 – <http://lagam.org/wp-content/uploads/2019/10/CURAxGAM-restitution-enque%CC%82te-sante%CC%81-2019.pdf>
3 – <https://www.culturematin.com/juridique-rh/rh-formation-intermittence/veiller-a-eviter-l-isolement-social-en-cette-periode-l-santarelli-centre-medical-de-la-bourse.html>

BIBLIOTHÉCAIRES EN COLÈRE « DÉFENDONS NOTRE RÔLE SOCIAL ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL DURANT LA PANDÉMIE! »

Le 2 décembre 2020, un collectif de personnels de bibliothèques de la Ville de Paris, bibliothèques universitaires, bibliothèques territoriales, BPI et BnF, publiait un texte revenant sur la situation de crise qu'elles et ils subissent dans leur métier depuis le début de la pandémie de Covid. Nous partageons ici plusieurs de leurs constats et tenons à donner place à leurs revendications et perspectives dans ce secteur particulier de la Culture, qui a fait l'objet depuis le début de cette crise d'un traitement différent par le gouvernement. Nous en publions ici des extraits¹.

« Protéger la santé, des agents et du public, devrait être la règle »

Cet appel a été lancé lors de la deuxième phase dite de « confinement », qui s'était accompagnée de la réouverture au public à marche forcée. La réouverture des bibliothèques est devenue la norme, le plus souvent au mépris des protocoles sanitaires nécessaires réclamés par les agents. Sur cette gestion « aléatoire » des mesures sanitaires, le texte dénonce : « Alors que le

gouvernement prétend donner la priorité à la santé, ces dispositions font courir un risque sanitaire significatif à l'ensemble de la population. Le recours au télétravail ou la mise en autorisation spécifique d'absence pour les plus fragiles, devraient être la norme. Protéger la santé, des agents et du public, devrait être la règle. Au lieu de cela, les multiples exceptions édictées par le gouvernement sont illisibles et favorisent encore davantage les inégalités sociales. » [...]

« Nous, bibliothécaires, regrettons l'instrumentalisation des bibliothèques par le pouvoir politique. Nous regrettons également leur assimilation à des commerces à chaque étape de ce nouveau confinement, tout d'abord avec le click and collect et à présent avec une réouverture précipitée et une jauge dont le mode de calcul s'inspire de celui imposé aux commerces, dans un souci de rentabilité plus que de sécurité sanitaire. Le rôle social des bibliothèques a été complètement occulté et nos services auprès de publics très variés, parfois précaires, ont disparu ou presque, renforçant encore davantage les fractures entre lesquelles nous nous battons au quotidien. » [...]

« En ces temps troublés, nous témoignons également de notre grande inquiétude face à la proposition de loi relative à la sécurité globale, adoptée à l'Assemblée nationale le 24 novembre, notamment à cause de son article 25, qui autorise les membres des forces de l'ordre à porter leurs armes en dehors de leur service, dans les lieux recevant du public dont les bibliothèques, sans possibilité de s'y opposer.

Nous, bibliothécaires, souhaitons réaffirmer ce pourquoi nous avons choisi ce métier : le rôle social des bibliothèques, et ceux pour qui nous œuvrons : TOUS les publics. Si les bibliothèques sont indispensables, au point qu'elles rouvrent avant tous les autres lieux culturels, nous demandons alors que nos tutelles nous fassent confiance, et nous donnent les moyens d'assurer les services réellement essentiels, au-delà de toute considération marchande ou clientéliste.

Soyons solidaires avec le service public hospitalier, solidaires avec les agents les plus fragiles et les publics les plus précaires. »

Manon Boltansky

1 – Texte complet sur <https://www.facebook.com/bibliothèquesenlutte/posts/2518834296954121/>.

CONTRE UNE DOUBLE PEINE IMPOSÉE, LA JEUNESSE DU SECTEUR CULTUREL DOIT SE MOBILISER

Depuis mars, tous les lieux de culture sont fermés. Des musées aux salles de spectacle, des lieux associatifs aux grands opéras, tous les contrats sont en suspens ou bien rompus. Les écoles quant à elles se sont maintenues sans aucune homogénéité, ouvertes ou non, alternant parfois présentiel et distanciel mais en assurant toujours leur sélection drastique et leurs partiels comme à l'École du Louvre, l'ENSCI, Duperré ou encore les Beaux-Arts.

Un secteur à l'arrêt forcé

Parmi les premiers à faire les frais de la gestion erratique de la crise sanitaire par le gouvernement, qui oscille entre mesures répressives et déconfinements austéritaires sans jamais remettre sur la table la question du secteur culturel, on trouve les précaires qui font vivre le milieu des arts et de la culture. Ces ouvreuses, vacataires, CDD, des postes majoritairement occupés par des jeunes scolarisés sont aujourd'hui totalement mis sur le carreau dans le silence le plus total. La vague de suicides que connaît le milieu étudiant depuis quelques semaines n'est que le reflet d'un mal-être préexistant et accentué par les ravages de la crise sanitaire et de sa gestion catastrophique. L'absence de repères, de sens ou d'un quelconque avenir est aussi le lot du secteur culturel dont la date de réouverture a encore une fois été repoussée aux calendes grecques. L'agonie que vivent ces milliers de jeunes plongés dans une précarité accentuée par la crise ne trouve aucun horizon dans un secteur à l'arrêt forcé, choix

délibéré d'un gouvernement qui place les intérêts des patrons du CAC 40 au-dessus des aspirations à la culture d'une société en détresse.

Dans le même temps, ce sont des partiels extrêmement sélectifs que subissent les jeunes en école d'art, d'histoire de l'art et de design, sous prétexte d'un « enseignement d'élite » qui ne permet clairement plus d'obtenir un travail quand on sait que 46% des jeunes ayant un bac + 5 sont aujourd'hui au chômage¹.

Un plan d'urgence à la hauteur

Dans cette situation, la culture et sa jeunesse ont besoin d'un plan d'urgence à la hauteur :

- Une allocation à hauteur du SMIC, financée par un impôt fortement progressif sur les grandes fortunes, pour TOUS les précaires de la culture dont le revenu n'est plus assuré, étudiantE ou travailleurE ;
- Une réouverture des lieux culturels avec des protocoles sanitaires décidés dans des commissions souveraines composées à majorité de travailleurEs ;
- L'arrêt de la sélection à l'entrée des écoles d'art et une validation automatique dans l'enseignement supérieur.

Nous ne serons pas celles et ceux qui paieront leur crise ni par nos emplois ni par notre jeunesse volée. À l'instar de la

mobilisation du 15 décembre où nous défilions par dizaines de milliers partout en France, défilons aux côtés des travailleurs en lutte pour l'emploi et contre une précarité imposée par un gouvernement qui ne cesse les cadeaux aux grands patrons.

Tom Cannelle

1 – Selon un sondage réalisé fin décembre par Episto pour le compte de Syntec Conseil, 46% des jeunes n'avaient toujours pas trouvé de travail six mois après avoir décroché leur diplôme bac +5, contre un sur quatre avant la crise sanitaire.

SUR DIFFÉRENTS APPELS À MOBILISATION QUI ONT TRAVERSÉ LE SECTEUR CULTUREL CES DERNIERS MOIS

Lors de ce qu'on a appelé le premier confinement, les appels et pétitions allaient toutes dans le sens de mesures sociales et ont rapidement convergé vers la revendication d'une année blanche. Depuis la « re-fermeture » des lieux culturels, on entend des appels à ouvrir les lieux malgré le contexte, tandis que d'autres voix s'élèvent pour les fermer définitivement et inventer d'autres formes en marge.

FERMETURE DES LIEUX CULTURELS



CHARMAG

On peut y déceler l'expression d'un foisonnement, d'une vivacité, mais on y lit aussi, là comme à chaque fois que le secteur du spectacle est traversé par des questions sociales, la tentation de vouloir jouer quand même, au mépris parfois de toutes les autres questions, comme si l'art en tant que tel était un engagement et que cela suffisait.

Ouvrir ou fermer les lieux ?

Le 14 décembre dernier, un communiqué unitaire national¹ appelait à se mobiliser ensemble le 15 décembre au nom de la « Culture sacrifiée », pour exiger notamment « un soutien pour travailler quand même »², « un soutien à la diversité d'action et d'éducation artistiques et culturelles, notamment en conservatoire », et « la garantie de tous les droits sociaux »³. Si dans les différentes villes cette mobilisation a pu prendre divers visages, le dénominateur commun aura été des revendications portées ensemble par les travailleurEs et leurs employeurs.

C'est en réponse notamment à cette revendication (« un soutien pour travailler quand même ») qu'Art en grève Paris-Banlieues⁴ publiera, au lendemain de la mobilisation du 15 décembre, un texte dans lequel est posée, justement, la question du retour au travail : « Rouvrir les institutions culturelles, retourner au travail exploité, est-ce seulement une perspective politique souhaitable ? » Le texte rappelle également que l'unité autoproclamée du monde de l'Art et de la Culture n'est à l'abri ni des

rapports de classe ni des rapports de domination, et termine ainsi : « Maintenons ces lieux fermés ou occupons-les ».

Si l'ensemble du texte est juste et percutant, et que le dynamitage en règle de la prétendue unité (appelée aussi parfois la « grande famille du spectacle ») est pertinent, réjouissant même, en ce qu'il vient réinscrire notre secteur et nos pratiques dans le monde et rappeler que nous sommes des travailleurEs comme les autres, la conclusion du texte est très problématique. Opposer la volonté de rouvrir les lieux culturels à celle de les fermer définitivement pour inventer autre chose ailleurs n'a pas de sens. Ne pourrait-on plutôt revendiquer que ces lieux existants (qui pour beaucoup sont de formidables outils de travail) continuent à fonctionner mais d'une autre manière, davantage auto-organisés et sans patrons ? D'autant que leur existence témoigne aussi de la survie tant bien que mal d'un service public de la culture. Et s'il est moribond, les outils de travail autrement investis (auto-organisation / expropriation des patrons) peuvent sans doute nous permettre de penser les choses différemment et d'initier autrement de nouvelles aventures.

Jouer dans les ruines

Plus récemment, le 18 janvier dernier, le site *Lundi matin* publiait une lettre ouverte de l'écrivain et metteur en scène Jérôme Favre⁵, dans laquelle il explique que « nous sommes inutiles et c'est cela qui est beau », que « nous n'avons à nous soumettre à aucun

ordre, ni sécuritaire ni sanitaire. Nous devons jouer si nous le voulons, cesser de supplier qu'on nous laisse ouvrir ». Il termine en nous invitant à faire du théâtre, malgré tout, clandestinement, « dans des églises en ruine », « dans des hangars abandonnés, des salles des fêtes humides, sur des gradins de paille, derrière des coulisses de carton », le tout éclairé par des « lampes à piles ».

L'idée peut paraître belle, jouer au milieu des ruines, peut même nous donner l'impression de rompre avec l'impuissance de ces derniers mois (il n'y a plus qu'à...), mais l'État n'attend-il pas justement que nous prouvions, une fois de plus, notre grande adaptabilité, notre capacité à travailler sans être payé et dans des conditions de travail minimales ? Car si nous n'avons plus besoin ni de lieux ni de conditions de travail décentes, on peut dès demain supprimer le régime dérogatoire des intermittentEs du spectacle et dé-labéliser les lieux.

Samael Steiner

1 – https://www.larevueduspectacle.fr/notes/Communique-unitaire-du-14-decembre-La-culture-sacrifiee-Mobilisons-nous-ensemble_-b52321937.html

2 – « Nous voulons un soutien pour travailler quand même : résidences de création et répétitions doivent être financées. »

3 – « Nous voulons la garantie de tous les droits sociaux, dont l'accès est de plus en plus compromis (assurance chômage, sécurité sociale, protection complémentaire, médecine du travail...) »

4 – <https://ricochets.cc/Communique-Art-en-Grève-Paris-Banlieue-a-propos-de-l-appel-On-ouvre-et-du-rassemblement-du-15.html>

5 – <https://lundi.am/Theatre-Nous-sommes-des-lieux-de-desordre-377>

PAS D'TRAVAIL, PAS D'CONGÉ MAT!

En France, une femme enceinte n'a pas automatiquement droit à un congé maternité. Si elle exerce une « profession à caractère discontinu », alors elle doit, pour avoir le droit à une indemnité, avoir travaillé un certain nombre d'heures (150 h en 3 mois ou 600 h en 12 mois). Il en va de même pour les congés maladie.

Et pour la Sécu... pas d'année blanche!

Avec la situation actuelle dans le spectacle, nombre d'intermittentEs enceintes ou malades se retrouvent sans droit à une indemnité journalière. Les syndicats ont alerté depuis des mois sur la catastrophe à venir. Elle est désormais bien là. Pas le moment de tomber malade, et certainement pas enceinte. Pourtant, quand on est artiste ou technicienne, les annulations de tournées, et la perspective de mois entiers sans travail est objectivement un moment propice pour tomber enceinte, et beaucoup en feront le choix malgré tout, acceptant la diminution drastique de leurs revenus qui s'en suivra.

Marie Prégeant

AUTOMOBILE

Toute l'activité fonderie est menacée



500 personnes ont manifesté jeudi 21 janvier contre la destruction des métiers de la métallurgie devant les Fonderies du Poitou à Ingrandes-sur-Vienne.

« **L**utter contre la casse sociale dans l'industrie, particulièrement dans la filière fonderies en France » : le rassemblement avait lieu à Ingrandes car, dans cette ville, 292 ouvriers risquent de perdre leur emploi à la fonderie Fonte. Le groupe Liberty Alvanca, propriétaire de l'usine, a en effet lancé un plan social pour se séparer de la fabrication des carters en fonte. Juste à côté de la fonte, l'usine jumelle qui fabrique des culasses en aluminium, s'inquiète également. Et d'ailleurs toutes les fonderies de France craignent pour leur avenir.

50% des fonderies menacées

Toutes les activités fonderie sont en fait menacées, en particulier celles dépendant de Renault, tant dans ses usines historiques comme Cléon, ses filiales comme les Fonderies de Bretagne ou ses sous-traitants comme la SAM du bassin de Decazeville qui a Renault comme principal donneur d'ordre. D'après la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT « 50% des fonderies françaises (363 au total) sont menacées à court terme, tout ça parce que les constructeurs automobiles, Renault et PSA en tête, ont fait le choix de délocaliser leurs productions », alors que Renault et PSA sont les principaux donneurs d'ordre.

Parmi les manifestantEs, des salariéEs d'usines dépendant de Renault, notamment celles des Fonderies de Bretagne menacées de fermeture, de Cléon et du Mans. PSA était aussi représenté avec les fonderies de Charleville dans les Ardennes. À noter aussi la présence de salariéEs d'entreprises sous-traitantes comme la SAM du bassin de Decazeville en situation de mise en liquidation judiciaire, avec Renault comme principal donneur d'ordre. D'anciens salariéEs de GMS, un sous-traitant automobile dans la Creuse, étaient aussi présents. Cette manifestation « nationale » était à l'initiative de la fédération de la métallurgie CGT. Il faut la considérer comme un premier pas vers une mobilisation toutes ensemble qui reste à construire.

Blog NPA auto-critique

JEUNESSE Nous ne serons pas la « génération Covid » !

1 000 manifestantEs à Lyon, 400 à Paris, 300 à Toulouse ou 200 à Strasbourg, et de multiples rassemblements dans différentes villes : la journée du 20 janvier a été une bonne surprise. Quelques milliers d'étudiantEs sont sortis dans la rue pour dénoncer et protester contre la situation qu'ils subissent depuis bientôt un an. Un milieu militant étudiant, mais aussi de nouvelles têtes, et des formes d'organisation sur les réseaux sociaux.

« **A**u-delà des chiffres encore faibles, des noyaux étudiants s'organisent, malgré les contraintes, dans des sit-in, blocages de partiels, des AG et des discussions numériques. À Lyon, ce sont notamment les étudiantEs de Lyon III, fac historiquement de droite, qui se sont fait remarquer et se sont organisés via un groupe Facebook au titre clair : Génération Covid. Bref, les « derniers confinés » commencent aussi à se montrer.

« Politiques incompetentes, jeunesse agonisante »

Solitude, précarité et enfermement dans des logements exigus et parfois insalubres, les étudiantEs voient leurs conditions de vie et d'études s'aggraver depuis le début de la pandémie. Beaucoup décrochent, ne trouvent pas de stages, cherchent des boulots qui se raréfient. L'isolement, notamment causé par la fermeture des facs, se fait terriblement sentir, allant parfois jusqu'aux suicides qui ont fait l'actualité. Dans les AG et sur les réseaux sociaux, de nombreux témoignages insistent sur le caractère insupportable du confinement tel qu'il est imposé aux jeunes. Alors qu'un troisième confinement est évoqué par la presse, la réouverture des universités a été mise en avant. Les étudiantEs demandent, pour que cela puisse se faire dans les meilleures conditions, plus de moyens : embauches de personnels et de profs ; réquisition de locaux. Et derrière les problèmes universitaires, la situation des étudiantEs expose



l'impossibilité d'avoir accès à un revenu ou un logement correct pour l'essentiel des jeunes. Les prises de parole dénonciatrices et les manifestations sont l'expression d'une colère face au mépris du gouvernement, et à l'avenir que nous réserve la société qui nous dit « Travaille et tais-toi ! ». Ce qu'on nous demande d'accepter, ce sont les licenciements massifs qui vont des salariéEs en CDI aux jeunes payés au noir, la quasi-disparition des liens sociaux, la restriction de

nos libertés symbolisées par la loi sécurité globale et la répression policière, à l'image de l'intervention des flics interpellant des étudiantEs de Paris IV le 7 janvier.

Des prémisses de mobilisations plus massives ?

Protégé par la police interpellant et nassant des étudiantEs à l'intérieur du campus de Saclay, Macron a quand même été obligé de se positionner jeudi 21 janvier sur la situation des étudiantEs en annonçant la mise en place d'un chèque psy (dont on ignore d'ailleurs le montant). À ce chèque s'ajouterait la possibilité d'avoir accès à deux repas par jour pour un euro dans les restaurants universitaires (dont beaucoup sont fermés) et une reprise des cours seulement un jour par semaine (sans donner de moyens concrets

pour le permettre). Au pire, des effets d'annonce, au mieux des miettes, alors que la pauvreté qui touche les jeunes avait déjà suscité colère et indignation en novembre 2019, lorsqu'un jeune étudiant lyonnais s'était immolé. Quant aux promesses de Macron cet été concernant le soutien aux jeunes entrant sur le marché du travail, la vague de licenciements déjà engagée annonce la couleur : l'avenir qu'ils nous préparent, c'est celui du chômage. Les queues auprès des associations d'aide alimentaire toujours plus longues, les colis distribués par les universités insuffisants sont les symptômes d'une indifférence totale de la part du gouvernement à l'égard des étudiantEs pauvres. Les jeunes n'ont pas à ramasser les miettes alors que des centaines de milliards sont distribués aux grandes entreprises !

Les manifestations et rassemblements sont une belle occasion de briser l'isolement social mais aussi et surtout de pouvoir discuter entre nous de comment construire la suite, et de comment changer cette société, prête à laisser crever de faim des millions de personnes au chômage. Malgré les contraintes sanitaires, des manifestations, mêmes modestes, seront organisées dans les jours et les semaines à venir. Virtuelles ou pas, des AG sont tentées, et c'est dans cette direction qu'il faudra continuer pour se faire entendre.

Le 26 janvier au matin, 350 étudiantEs avec des pancartes improvisées manifestaient à Nantes, plusieurs centaines se rassemblaient à Toulouse, et des cortèges de jeunesse s'organisaient pour les manifestations de l'après-midi au côté des profs du primaire et secondaire. Et si c'était parti pour durer et s'étendre en débouchant sur un affrontement avec le pouvoir ?

Camille Sotil

COUSSAY-LES-BOIS (86) Non à la ferme-usine !

Alors que la ferme des 1000 vaches de la Somme stoppe son projet, la cour d'appel administrative de Bordeaux a cassé le jugement du tribunal administratif de Poitiers pour autoriser la ferme des 1200 taurillons de Coussay-les-Bois. Curieuse coïncidence du calendrier.

« **C**es fermes-usines où le paysan devient un entrepreneur et l'animal une matière première ont un seul but : celui d'engranger des profits. Et pour que cela soit le plus rentable possible on associe une usine de méthanisation et des panneaux solaires pour produire de l'électricité avec un prix de vente garanti. Les usines de méthanisation augmentent encore la pollution en augmentant le trafic des camions et en produisant les cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) pour la méthanisation... Ces CIVE prennent la place des cultures vivrières.

**PAS DE FERME-USINE,
NI À COUSSAY-LES-BOIS,
NI AILLEURS.**



poitiersanticapitaliste.org

Un modèle agricole dont nous ne voulons pas

C'est le productivisme capitaliste appliqué à l'agriculture. Tout ça pour produire de la viande de mauvaise

qualité dans des conditions d'élevage déplorable. Tout ça avec le risque de polluer la nappe phréatique. Tout ça malgré une forte opposition locale.

Ce modèle agricole prôné par la FNSEA et les ministres de l'agriculture successifs, nous n'en voulons pas.

L'agriculture est une réponse au défi climatique. Stocker le carbone, enrichir les sols, favoriser la biodiversité, associer arbres, cultures et animaux sur une même parcelle... autant de pratiques d'une agroécologie paysanne, incompatible avec le productivisme agricole actuel fonctionnant à coups de subventions publiques et de surdosages chimiques. Le NPA 86 exige l'abandon de la ferme-usine de Coussay-les-Bois et continuera de participer aux mobilisations. NPA 86

ANTIRACISME « Tous ces gens veulent empêcher à tout prix une expression à la fois antisioniste et antiraciste »

Entretien. La récente invitation, par la nouvelle municipalité de Bordeaux, de l'Union juive française pour la paix (UJFP) à participer à une réunion de la commission de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, a déclenché une campagne de calomnies contre l'UJFP. Nous nous sommes entretenus à cette occasion avec **Michèle Sibony** et **Daniel Lévyne**, porte-parole de l'organisation.

« Une fois de plus le CRIF, la LICRA, des journalistes d'extrême droite, des députés LREM... ont attaqué et dénoncé l'UJFP, son antisémitisme et plus largement votre antiracisme. Que leur répondez-vous ? La seule vraie question c'est que tous ces gens veulent empêcher à tout prix

une expression à la fois antisioniste et antiraciste. Pour les sionistes, de gauche comme de droite : antisémitisme doit être synonyme d'antisémitisme. L'UJFP est à ce titre une cible de choix. Car nous faisons tous les jours la démonstration inverse : on peut être juif, antiraciste et antisioniste.

LICENCIEMENTS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Continuer à construire la mobilisation

La manifestation du 23 janvier a rassemblé à Paris près de 2 000 personnes malgré le froid et au départ de l'Assemblée nationale. Une première initiative de convergence des salariéEs soumis à des licenciements et suppressions de postes.

La principale délégation était formée par les salariéEs de l'agence de voyages TUI, qui étaient à l'initiative de ce regroupement. Des délégations de la raffinerie de Grandpuits, de Renault, Monoprix, Sanofi, Geodis, Auchan, Cargill, GE, Nokia ont participé à la manifestation, venues de différentes villes, notamment de Lille, Rouen, Grenoble, Lyon... Cette initiative a permis de rassembler les équipes militantes de plusieurs entreprises pour contribuer à construire une mobilisation unifiée face aux plans sociaux. C'est un acquis car cela montre qu'il est possible de fédérer, par en bas, des équipes qui tentent de répondre à la situation et ont réussi à poser la question des licenciements de façon politique et nationale, une première depuis plusieurs années.

Une première étape

L'affluence était forcément un peu décevante mais elle n'est pas liée à la nature de l'initiative, plutôt aux difficultés de la situation : tout d'abord, les luttes concrètes dans les boîtes restent marginales à part à Grandpuits, ce qui rend difficile la construction d'initiatives unifiantes et la montée à Paris. En deuxième lieu, les plans sociaux sont construits, à cette étape, comme des plans sans « licenciements secs », les pertes d'emplois étant subis par les précaires (CDD, intérim), les sous-traitants, les ruptures



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

conventionnelles individuelles ou collectives imposées sous la pression patronale, les licenciements individuels pour de fausses sanctions. Rappelons que seuls 2% des suppressions de postes sont référencés comme licenciements économiques. Beaucoup des salariéEs les plus stables ne se sentent donc pas encore nécessairement menacés – à tort – tandis que les travailleurEs les plus touchés sont dans des situations sociales qui rendent difficile une mobilisation centralisée.

Enfin, la mobilisation du 23 janvier a été de fait combattue par des secteurs de la direction de la CGT, en particulier dans le commerce, sous prétexte de préparation du 4 février. Ces secteurs de l'appareil

opposent cette initiative interprofessionnelle à des mobilisations venues de collectifs militants, contribuant de fait à freiner les initiatives qui viennent d'en bas.

Des soutiens politiques variés

Le NPA est intervenu pour construire la manifestation du 23 janvier, à la fois localement et par un cortège le jour venu, en présence de Philippe Poutou et Olivier Besancenot. Ce dernier se rendra également à Grandpuits mercredi 27 janvier pour soutenir la mobilisation. Le POID était également présent. Plus étonnant était l'absence totale de Lutte ouvrière. La France insoumise et le PCF ont manifesté en effectif réduit, respectivement autour de Manuel Bompard, député européen, les

députés, notamment Mélenchon, prenant la parole au départ de la manifestation, et du sénateur PCF Fabien Gay, présent lui à toutes les étapes de préparation de la manifestation. Le Front social et des Gilets jaunes étaient également présents.

Des perspectives à construire

Le succès limité de cette manifestation ne doit pas nous donner l'impression qu'il faut s'arrêter là, bien au contraire. Dans les semaines et les mois qui viennent, il sera indispensable de continuer à construire des mobilisations venues d'en bas concernant l'emploi. Cette manifestation et le cadre de préparation peuvent contribuer à mener cette bataille à la fois contre les plans sociaux, pour l'interdiction des licenciements, mais surtout pour poser très largement le problème du partage du temps de travail, sans perte de salaire, pour éradiquer le chômage et travailler touTEs moins et autrement, en période de crise économique et sanitaire. Il y a urgence à franchir un cap dans la construction de luttes qui associent salariéEs menacés de suppression de poste et chômeurEs pour faire face au patronat et à un gouvernement qui est directement à son service, distribuant des centaines de milliards aux grandes entreprises tout en laissant crever les classes populaires.

Antoine Larrache

MONTPELLIER L'escalade antilaïque du maire Mickaël Delafosse

Mickaël Delafosse, maire de Montpellier, dans la filiation autocratique de son mentor, l'ancien maire, député de région et député de l'Hérault, Georges Frêche, entend imposer une conception trafiquée de la laïcité aux associations et désormais aux syndicats.

Avant même son élection comme maire de Montpellier, Mickaël Delafosse avait montré son incompréhension de la laïcité et sa complaisance envers les islamophobes de tout acabit en excluant de sa liste une candidate proposée par son allié du PCF parce qu'elle portait le voile. Et du coup, d'autres candidates du même parti s'étaient retirées de la liste par solidarité avec l'exclue.

«Charte de la laïcité»

On a cru un moment être rassurés car il a pris ses distances avec la politique de son prédécesseur qui participait à des fêtes de la Saint Roch et soutenait cette manifestation religieuse avec les moyens de l'institution qu'il dirigeait.

Il a fallu rapidement déchanter car il a anticipé le projet de loi macronien contre un prétendu « séparatisme » en exigeant des organisations qui réclament des subventions municipales qu'elles signent une « charte de la laïcité », oubliant un principe fondamental de la loi de 1905 qui exige que ce soit l'État qui soit indépendant des religions et non les personnes et les associations.

Puis Delafosse est de nouveau monté au créneau médiatique, qu'il doit estimer porteur, en menant une nouvelle campagne aux relents islamophobes en alertant sur le fait que les locaux de la mosquée de La Paillade pourraient être vendus à une association qui serait proche du royaume marocain, présentée comme tête de pont de l'islamisme radical. Face à l'offensive populiste du maire, la direction de la mosquée a renoncé à cette vente. À cette occasion, Delafosse a de nouveau manifesté son incompréhension de la loi de 1905 en s'engageant contre une religion alors que la loi exprime que c'est à l'État d'être neutre en matière religieuse.

De nombreuses associations ne signent pas cette charte ou refusent de la signer. Certaines d'entre elles tiendront une conférence de presse prochainement. Mais l'escalade à prétention laïque se poursuit : les organisations syndicales se voient, elles aussi, proposer la signature de la « charte de la laïcité ». Par où la laïcité se révèle l'enjeu d'un combat majeur pour la défense des libertés et contre le racisme car, il n'échappe à personne que cette revendication biaisée, tout simplement antilaïque, de la laïcité surfe sur l'islamophobie ambiante pour s'assurer un consensus large dont la cible va bien au-delà des musulmanEs. En cherchant à imposer cette charte antilaïque aux syndicats, le socialiste Delafosse met au jour que ce sont aussi les mobilisations sociales qui sont dans le collimateur derrière la façade pseudo-laïque de l'attaque.

Correspondant NPA 34



DR

SANTÉ La psychiatrie, éternel enfant pauvre de la santé

Nous publions des extraits d'un communiqué (25 janvier) conjoint du Collectif inter-urgences et du Printemps de la psychiatrie.

Depuis le début de cette crise sanitaire, on ne compte plus les situations de détresse liées au climat anxigène qui règne, aux incertitudes économiques, et aux obligations de s'adapter aux mesures restrictives. Ce cocktail a mis en évidence une recrudescence des troubles psychiatriques et de leurs décompensations dans notre pays.

Or, le système de santé français actuel n'est pas armé pour y faire face. [...] La hausse des appels de détresse dans les centres de régulation du 15, le manque de capacités en secteur spécialisé et les difficultés de suivi en ville pour ces patients les conduisent à consulter dans les services d'urgences déjà en tension. La psychiatrie de secteur n'a plus les moyens d'accueillir dans ses structures de premier recours, les centres médico-psychologiques, les patients qui le nécessitent. Ces patients peuvent attendre longtemps aux urgences, dans des conditions inadéquates, sont reçus par des personnels souvent débordés et pas forcément formés à l'accueil psychiatrique. Ce faisant, cela produit des tensions et parfois des

violences, engendrant une majoration des contentions physiques ou chimiques, qui constituent une maltraitance aussi bien pour les patients que pour les soignants qui se retrouvent démunis dans ces situations. Dans l'attente du rétablissement de la politique de secteur, en fonction des situations locales, la présence d'équipes psychiatriques aux urgences permettrait un meilleur accueil de ces patients, un moindre recours à la contention mécanique et à la sédation chimique, ainsi qu'une diminution des hospitalisations sans consentement, notamment les soins psychiatriques en péril imminent (SPPI). Les équipes généralistes doivent par ailleurs être renforcées et

mieux formées. Des aménagements des locaux doivent favoriser un accueil et une attente dans des conditions décentes. Enfin, l'évolution vers le 100% sécu sans reste à charge doit permettre que l'essentiel des soins soient faits hors urgences. La crise liée à la pandémie de la Covid-19 aura incité à se « concentrer » sur les plus fragiles et les plus dépendants d'entre nous, oubliant les victimes collatérales de ces mesures sanitaires restrictives. Actifs en situation précaire, jeunes contraints à l'isolement... Les épisodes récurrents de suicide dans ces populations sont extrêmement préoccupants. [...] Collectif inter-urgences et Printemps de la psychiatrie

C'est cette position qui enrage les tenants d'un sionisme de gauche ou de droite. Car ils veulent à tout prix délégitimer la critique d'Israël et de son régime. Ce qui n'est pas nouveau. Ce qui l'est par contre est la montée de l'audience de nos positions, et cela les enrage. Nos positions sont claires, elles sont exposées sur notre site uifp.org depuis des années, dans nos textes, brochures « Paroles juives contre le racisme », dans les dix clips vidéo que nous avons réalisés sur le racisme. Antisionistes, nous sommes pour l'égalité des droits et la justice en Israël-Palestine, antiracistes aussi, nous sommes contre le racisme sous toutes ses formes et les discriminations. Mais notre antiracisme ne désigne pas, comme le font les sionistes, l'antisémitisme comme la forme exceptionnelle et absolue du racisme, en minorant voire en niant les autres formes, comme l'islamophobie.



DR

Notre antiracisme prend en compte la dimension politique et idéologique du racisme, du racisme institutionnel et systémique envers certaines minorités, et

de l'instrumentalisation politique d'autres minorités. C'est ce que l'on appelle l'antiracisme politique. Ainsi nous dénonçons le racisme d'État qui prend plusieurs

formes, depuis les contrôles au faciès et les violences policières à l'encontre des raciséEs, jusqu'à l'islamophobie galopante et décomplexée en passant par l'acharnement judiciaire contre les citoyenEs qui secourent les migrantEs. Notre vigilance et notre engagement sont directement liés aux expériences vécues par nos familles, victimes de racisme d'État, puis de la déportation avec l'aide de la police française vers les camps de la mort.

Loi «séparatisme», discours et politiques ouvertement islamophobes, discriminations envers les Roms... Quel antiracisme est à l'ordre du jour pour nous pour lutter contre tous les racismes ?

La loi sur les séparatismes est un autre exemple de l'avancée du racisme d'État, et de la dérive autoritaire d'un régime qui se rapproche de l'extrême droite. Pour nous

la lutte antiraciste doit se dégager de toute instrumentalisation politique, elle doit favoriser et permettre les convergences entre minorités racisées là où le régime cherche à les monter les unes contre les autres. C'est l'objectif que nous visons depuis des années avec des associations partenaires, Roms, noirs, de lutte contre l'islamophobie : intervenir ensemble contre toute attaque raciste envers les juifs, les noirs, les musulmans, les Roms, les asiatiques. La plateforme antiraciste politique que nous avons construite avec le CRAN, la BAN, la Voix des Roms, le CCIF, et dans laquelle nous sommes en train d'intégrer une association asiatique, fait partie de ce travail. Il va sans dire que la dissolution du CCIF (et d'autres associations musulmanes) est un coup porté à la défense des droits des citoyens victimes d'islamophobie. Propos recueillis par Kévin (Rennes)

L'Anticapitaliste

Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet
ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



lanticapitaliste.org ~ nouveaupartianticapitaliste.org

L'Anticapitaliste la revue

Le n°122 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Techno

« On est tous en manque de musique, de danse et de relations sociales »

Entretien. **Antoine Calvino** est organisateur de fêtes et cofondateur du syndicat parisien Socle (Syndicat des organisateurs culturels et engagés) qui regroupe une trentaine de collectifs organisateurs de fêtes hors les murs. Le 16 janvier, le Socle participait à la Marche des libertés à Paris, mais ses trois chars ont été bloqués par la préfecture qui ne souhaitait pas entendre de techno dans la manifestation. Antoine nous raconte la frustration des fêtards en temps de covid et rappelle les revendications de son syndicat.

Peux-tu te présenter ?

La semaine je suis journaliste, le week-end je suis DJ et organisateur de fêtes gratuites dans les bois, les souterrains, les friches et les bateaux, depuis une dizaine d'années, avec mon collectif qui s'appelle Microclimat. On est une vingtaine, tous bénévoles, mais ça peut monter jusqu'à une centaine si la fête est particulièrement ambitieuse. Ce sont des fêtes ouvertes à tous les milieux, tous les âges. On choisit un thème et on développe une scénographie. Quand on est dans un parc ou un bois, on commence l'après-midi avec des enfants. Il y a des ateliers de clowns ou de guignols, une pataugeoire, parfois un copain qui fait des bulles géantes. La musique est plutôt tranquille, entre jazz et funk/disco. Le soir, on passe à la house et à la techno, on monte le son et on continue entre adultes consentants.

Qu'est-ce qui t'a amené à organiser ce type de fête ?

J'ai découvert le milieu techno au milieu des années 1990. J'ai adoré la musique et l'esprit qui y régnait, et je n'ai jamais décroché. J'allais d'abord en rave, puis en free party, en club, en festival... En parallèle, je suis devenu journaliste spécialisé en culture et, forcément, dans les musiques électroniques. Au début des années 2000, j'organisais des soirées en club avec mon précédent collectif. C'était sympa, ça nous permettait de faire venir des artistes étrangers qu'on adorait. Mais les clubs c'est cher, c'est fliqué, on ne fait pas vraiment ce qu'on veut. Au bout d'un moment, c'est frustrant. Donc quand on a eu l'occasion de lancer un nouveau projet avec une nouvelle équipe, on a décidé de le faire en toute liberté.

Comment vous êtes-vous retrouvés à participer à des manifs ?

C'est la quatrième fois que nous montons un char dans une manifestation avec mon collectif. La première fois c'était il y a deux ans pour défendre les Murs à pêches, un jardin associatif de Montreuil menacé par la promotion immobilière. On a baladé 3000 personnes dans les rues de Montreuil avec de la musique africaine, arabe et francophone, c'était génial. Puis il y a eu la Marche pour le climat l'an dernier qui était très bon enfant, la Marche pour les libertés en décembre qui s'est terminée au bout de 300 mètres dans une bagarre géante entre black blocks et police... On a remis ça le 16 janvier pour une nouvelle Marche des libertés avec notre syndicat Socle, qui regroupe une trentaine de collectifs organisateurs de fêtes hors les murs et qui était représenté par trois chars dont le nôtre, l'Union des collectifs festifs Lgbtq+ qui avait loué un énorme camion à plateau pour passer de la musique et des disques,



Le 16 janvier 2021 à Paris. ANTOINE CALVINO

une dizaine de chars de la scène free party regroupés au sein de la Coordination nationale des Sons... En plus de refuser la loi Sécurité globale, on exigeait que le jeune de 22 ans incarcéré depuis 15 jours pour avoir peut-être participé à la grosse free party du Nouvel An près de Rennes soit libéré (ce qui vient d'être fait), et on demandait qu'un protocole sanitaire strict soit mis en place pour pouvoir organiser des fêtes en plein air dès le printemps et pour que les lieux de culture puissent rouvrir peu à peu. Mais la police a bloqué nos chars avant de les saisir, puis de nous les rendre deux jours plus tard. Le préfet ne voulait pas de notre musique ! Mais on ne va pas lâcher l'affaire, on prépare une prochaine manifestation, soit pour le 30 janvier, soit pour le 6 mars, on est en train d'en discuter entre nous.

Comment vos collectifs sont-ils impactés par la crise sanitaire ?

Nous sommes tous à l'arrêt depuis un an. En ce qui concerne les collectifs du Socle, ce n'est pas réellement un problème économique puisque nous avons généralement un travail à côté. Enfin, sauf pour ceux qui sont DJ, musiciens ou techniciens du spectacle... Mais c'est avant tout une question de santé psychique. La fête est un mode de vie auquel nous consacrons tous nos week-ends. Là on est tous en manque de musique, de danse et de relations sociales. On tourne en rond chez nous comme des lions en cage.

Est-ce que vous avez reçu des aides de l'État ?

La plupart d'entre nous ne recevont rien car nous gagnons peu ou rien avec nos événements. Et ceux qui sont DJ gagnent rarement assez

pour être intermittents. Seuls les musiciens et les techniciens qui ont fait suffisamment d'heures avant la crise touchent quelque chose. Cette cessation d'activités est donc pour la plupart d'entre nous synonyme de perte sèche. Mais nous ne réclamons rien. Juste un cadre pour organiser à nouveau des fêtes dès que ce sera possible, dans le respect d'un protocole sanitaire établi au préalable avec les pouvoirs publics. Nous demandons également plus de cohérence dans la façon dont nous sommes traités. Parfois nos événements sont interdits la veille de leur tenue parce que l'État a soudainement changé d'avis, sans tenir compte de l'investissement en temps ou en argent. L'un des collectifs du Socle qui s'est professionnalisé, Alter Paname, est à deux doigts de couler après une annulation l'été dernier à cause d'une telle volteface. On essaie de l'accompagner auprès des pouvoirs publics pour qu'il puisse obtenir un site et rattraper le coup dès la sortie du covid. Nous ne voulons plus de cette gestion incohérente, il faut que l'État s'engage et nous accompagne.

Vous considérez-vous comme des collectifs militants ?

Nous avons presque tous une sensibilité de gauche. Avec mon collectif nous avons organisé une fête à Notre-Dame-des-Landes pour soutenir les Zadistes pendant les expulsions il y a deux ans. Mais si les autres membres du Socle sont généralement de gauche également, on ne peut pas dire qu'ils font réellement de la politique. L'idée est déjà d'ouvrir nos événements à tous en évitant la sélection à l'entrée et en pratiquant des tarifs bon

marché, mais aussi d'y lutter fermement contre le sexisme et l'homophobie. Parfois nous organisons des actions caritatives, mais c'est rare. En revanche, nous sommes à peu près tous d'accord contre les mesures prises ces dernières années contre les Gilets jaunes ou les mesures liberticides contenues par la loi Sécurité globale. Et donc aujourd'hui, nous protestons de façon concrète en descendant dans la rue.

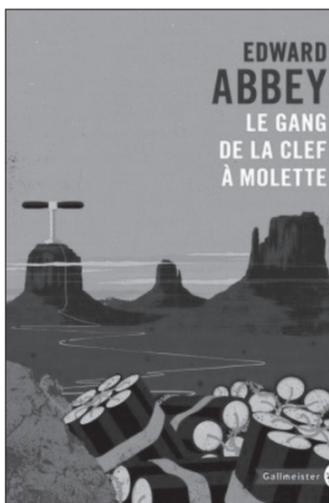
Pourquoi est-ce si important de faire la fête ?

La fête est un lieu de vie, pour beaucoup d'entre nous c'est le moment qui justifie la semaine de labeur. On comprend qu'il faut actuellement limiter les interactions sociales, mais nous demandons également à ce que tout soit mis en place pour les rétablir dès que possible : possibilité d'utiliser des lieux en plein air ou bien aérés, masque, gel, présentation de test à l'entrée, tout est bon. Il n'y a pas de raison que seuls le travail et le commerce soient préservés. Beaucoup de gens souffrent de l'isolement. Les loisirs et la fête en particulier ne sont pas du tout des questions non essentielles. Nous en avons impérativement besoin pour notre équilibre psychique.

Propos recueillis par Drass Mustach

SOCL SYNDICAT DES ORGANISATEURS CULTURELS LIBRES ET ENGAGÉS

Roman



Le Gang de la clef à molette, d'Edward Abbey

Gallmeister, 490 pages, 12 euros.¹

Lorsque la guerre du Vietnam, avec ses bombes au napalm sur les cultures et rizières, prit fin, la dénonciation du capitalisme put se centrer sur le modèle industriel US et ses ravages sur la nature sauvage. L'œuvre du poète et romancier Edward Abbey (1927-1989) a influencé des générations entières d'éco-activistes américains, elle a même inspiré la création de mouvements prônant la désobéissance civile et le sabotage de la « Machine ». L'auteur lui-même était fiché et surveillé par le FBI comme « éco-terroriste ». *Le Gang de la clef à molette*, édité pour la première fois en 1975, eut un retentissement considérable aux USA et a été régulièrement réédité.

Justiciers ou pieds-nickelés, leur arme principale est une clef à molette

Un concours de circonstances et une descente en raft du Colorado font se rencontrer quatre gentils fous furieux insoumis. Georges Hayduke, un vétéran du Vietnam accro à la bière, aux armes à feu et aux bâtons de

dynamite, rumine sa colère contre le saccage de ses montagnes. Seldom Seen Smith, mormon polygame défroncé et guide spécialisé dans les randonnées fluviales, a vu son business affecté par la construction des barrages. Le Docteur Jarvis, chirurgien entre deux âges, écolo érudit, fin connaisseur de la nature, est déjà spécialisé en destruction de panneaux publicitaires. Bonnie Abbzug, jeune hippie amatrice de marijuana et de Ravi Shankar, est la maîtresse, l'assistante et surtout l'inspiratrice du « bon docteur ». Ils sont tous quatre révoltés de voir leurs sierras et déserts de l'Ouest défigurés. Au cours d'une nuit de bivouac, ils passent un pacte pour entrer en lutte contre la « Machine ». Armés de simples clés à molette – et de dynamite – nos héros écologistes commencent à détruire ponts, routes et voies ferrées qui balafrent le désert et affrontent les représentants de l'ordre et de la morale lancés à leur poursuite.

Une ode nostalgique à l'Ouest sauvage

Les protagonistes du roman, qu'ils proviennent du Nouveau-Mexique, de l'Arizona ou de l'Utah, ne supportent plus de voir la région polluée, bétonnée et victime du tourisme de masse. Ils ne supportent plus le ballet incessant des bulldozers, des pelleteuses qui saignent la montagne au profit d'une poignée de compagnies minières. Le lac

Powell, créé grâce à un barrage, est surnommé « la mort bleue », il a recouvert la ville de Glen Canyon City et une grande partie du canyon et de ses environs. Les « héros » du roman se souviennent « du fleuve doré s'écoulant vers la mer... des canyons appelés le Passage invisible et le Salut et la Dernière chance et l'Interdit et la Pénombre et d'innombrables autres encore, dont certains n'avaient jamais reçu de nom. Il se souvenait des étranges et phénoménaux amphithéâtres appelés le Temple de musique et la Cathédrale dans le désert. Tous ces monuments gisaient désormais sous les eaux mortes du réservoir, où ils disparaissaient lentement sous les couches de sédiments ». Cette vaste contemplation poétique de la beauté de la faune et de la flore, des grandes étendues de l'Ouest, est doublée d'une réflexion sur la place de l'être humain dans la nature.

Un grand roman subversif et militant à la verve tragicomique

Edward Abbey plante le décor dès les premières pages en nous faisant assister à la destruction d'un pont inutile reliant l'Utah à l'Arizona le jour de son inauguration. Il cite le gouverneur célébrant le pont de « la croissance et du développement en harmonie avec les cheminées de deux cent quarante mètres de la centrale à charbon voisine ». L'apprentissage de nos « saboteurs » n'a pas toujours

été facile. Ils ont commencé par s'attaquer aux chantiers, à sectionner les câbles des bulldozers, détruire les tableaux de bord, remplir les réservoirs de sable et/ou vider les engins de leur huile. Ils ont précipité des machines de mort au fond des précipices. Leur objectif est de ruiner les compagnies capitalistes qui visent « à la sphéricité parfaite, une Terre polie de toutes ses irrégularités, une planète lisse comme une bille de verre sur quoi il n'y aurait plus qu'à peindre les lignes des autoroutes ». L'adrénaline appelant l'adrénaline, leurs agissements les entraineront un peu plus loin qu'ils ne l'avaient escompté mais...

Le Gang de la clef à molette est un appel à une « contre-révolution industrielle », à la destruction des grandes infrastructures inutiles. Pour certains militants écologistes étatsuniens des années 1970, le livre devint un manuel où les techniques de sabotage appelaient à être reproduites. L'organisation « Earth First! », créée en 1979, prit ainsi pour emblème une clef à molette!

L'humour d'Edward Abbey, reposant sur l'exagération forcée des actions et la dérision de ses personnages n'a pas toujours été compris. Il s'agit bien sûr d'une fiction hilarante, insolente, extravagante et jubilatoire. Ou pas!

Sylvain Chardon

¹ - Cette édition de poche ne reproduit malheureusement pas les dessins originaux de Robert Crumb qui accompagnèrent la première édition.

Fiction

Death to 2020: le faux documentaire qui met à mort une année catastrophique

Documentaire britannique, 70 minutes, en ligne sur Netflix, sorti le 27 décembre 2020.



Après le succès de la série *Black Mirror*, Charlie Brooker et Annabel Jones réalisent *Death to 2020*, un documentaire satirique qui se propose de mettre à mort cette année horribilis. Sorti le 27 décembre en tant que production originale de Netflix, le documentaire a été reçu tièdement par la critique malgré son casting prestigieux. Parmi les acteurs les plus connus, on retrouve Samuel L. Jackson dans le rôle d'un reporter du *New Yorker* News, Hugh Grant en faux historien mélangeant l'histoire avec les aventures de la série *Game of Thrones*, et Lisa Kudrow, Phoebe dans la célèbre sitcom *Friends*, qui interprète une porte-parole acharnée du camp des conservateurs. D'autres rôles réussis sont ceux de Leslie Jones et Tracey Ullman. La première, devenue célèbre pour son stand-up au « Saturday Night Live », met en scène une psychologue comportementale cynique tandis que la deuxième incarne avec ironie une reine Elisabeth II alimentant sa chaîne YouTube et cultivant son agacement envers Meghan, l'épouse du prince Harry.

Un comique aux saveurs de tragédie

Les deux créateurs détournent les codes du documentaire pour rendre compte d'une année incroyablement anxiogène. Dans ce faux documentaire, les différents personnages proposent une critique de la société et de ses modèles de réussite : le millennial embrassant la cause de Black Lives Matter afin de préserver son rôle d'influenceur, la maman complotiste et raciste ou encore le patron high tech touché par la prise de parole de Greta Thunberg à Davos, constituent les différentes manifestations d'une société à la dérive. Leurs voix sont entrecoupées par des images d'archives et des extraits des médias qui documentent les événements saillants de l'année 2020. Des incendies en Australie au Brexit, de la victoire de Joe Biden face à Bernie Sanders à l'explosion de la pandémie de Covid-19, tous les faits de l'année semblent s'enchaîner pour composer une séquence dystopique de la série *Black Mirror*. Et cela malgré l'intention des auteurs ayant souhaité désamorcer la tension, précisément car l'état du monde réel était trop sombre pour réaliser une sixième saison de la série. Mais il est difficile de rigoler de l'année qui vient de s'écouler quand ses effets néfastes et ses maux sont encore en circulation.

En dépit de son caractère satirique, les images et les personnages de *Death to 2020* restent angoissants. Les déclarations contradictoires voire délirantes de Boris Johnson et Donald Trump dans le contexte inédit de la crise sanitaire, la vie sociale mise en arrêt dans le monde entier, l'assassinat de George Floyd ou encore les phénomènes de polarisation sur internet encourageant une montée de l'extrême droite, nous plongent dans une réalité de plus en plus intolérable.

Face à cette situation, la rébellion est urgente et vitale. Après tout, nous ne pouvons que remonter la pente!
Hélène Marra

Essai

Commune(s), de Quentin Deluermoz

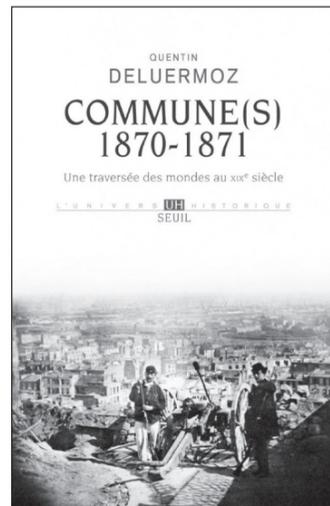
Seuil, 448 pages, 25 euros.

À côté de Johann Chapoutot et de Ludivine Bantigny, Quentin Deluermoz fait partie de cette génération originale d'historiens de moins de cinquante ans, plutôt marqués à gauche et qui se démarquent par leurs nouvelles approches de l'histoire sociale et politique contemporaine.

Une Commune, des Communes

En faisant jouer les échelles temporelles et spatiales, *Commune(s)* essaie de comprendre comment une insurrection parisienne de 72 jours a pu marquer si durablement les imaginaires à travers les époques et les frontières. Car on pourrait donner de nombreux exemples, du Rojava jusqu'à Occupy Oakland et aux Gilets jaunes, dans lesquels la Commune de Paris a explicitement ressurgi.

De bien des manières, la Commune ne se limite pas à Paris. Entre 1870 et 1871 d'autres insurrections et d'autres Communes ont existé : en Martinique, en Algérie, à Lyon ou encore à Thiers. Ces Communes, dont le livre raconte l'histoire, étaient liées par un projet politique communal, fédératif et internationaliste. Des internationaux républicains sont



présents et dirigent parfois militairement à l'image de Dombrowski. La Commune est aussi le centre international de l'attention médiatique et Deluermoz montre, en analysant les télégrammes de l'agence de presse Reuters, que les informations circulant sur le réseau à propos de la Commune concernent suivant les jours 50 à 65% du volume total d'informations tous pays confondus! En fonction des contextes géographiques, la Commune est chargée

de nouvelles significations. Ainsi les nordistes américains voient dans la Commune le reflet de la révolte des États du Sud dont les USA sortent à peine. À l'inverse les républicains espagnols vont se reconnaître dans le combat des communardes. En plus des Communes d'Alger ou de Lyon, il y a autant de Communes qu'il y a de réceptions de la Commune de Paris.

Ouverture des possibles

Surtout, le travail de Deluermoz se démarque par son travail sur les temporalités qui s'inspire directement de Walter Benjamin. Ainsi, si comprendre la Commune de Paris implique évidemment d'articuler les temporalités politiques et militaires de la guerre de 1870, l'auteur n'omet pas celles, plus longues, du 19^e siècle et de ses révolutions, ou encore, celle de la longue durée, anthropologique, qui voit dans la Commune une actualisation moderne des puissants désirs utopiques que l'on retrouve dans toutes les sociétés humaines. L'événement de la Commune, pris dans ces temporalités, est une hétérochronie, « une autre agencement des temps, singulier et instable. » C'est le lieu de la discordance des temps, formule empruntée à Daniel Bensaïd pour caractériser ce

moment d'ouverture des possibles. Le titre du livre prend alors tout son sens, car si la Commune de Paris a été contemporaine d'autres Communes, celles-ci, bien réelles, n'ont pas besoin de parenthèses. Les pluriels contenus dans ce (s) sont aussi ceux des futurs non advenus.
Camille Nashorn

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

TUNISIE « L'instabilité politique témoigne du fait que le régime n'arrive pas à stabiliser les choses »

Entretien. Dix ans après le soulèvement tunisien de l'hiver 2010-2011, nous nous sommes entretenus avec **Ahlem Belhadj**, pédopsychiatre, militante pour la démocratie et pour les droits sociaux, notamment les droits des femmes, en Tunisie. L'interview ci-dessous est un extrait d'une interview d'un format beaucoup plus long, qui sera publié en intégralité et conjointement sur le site Contretemps et sur lanticapitaliste.org.

Quel bilan global peut-on tirer dix ans après le soulèvement tunisien ?

Je commencerai par l'actualité avant d'évoquer un bilan global. En ce moment ça bouge beaucoup, les jeunes sont dans la rue, les moins jeunes aussi, les mouvements sociaux continuent à se battre. La révolution tunisienne n'a pas réalisé les attentes des jeunes et des moins jeunes qui l'ont portée, mais il y a toujours cette flamme du changement, cette énergie pour revendiquer, pour continuer à revendiquer, pour se mobiliser pour améliorer telle ou telle chose, cet intérêt pour la chose publique (chaque acte politique est décortiqué, commenté). Ce sont tous les Tunisiens et toutes les Tunisiennes qui participent à cela. Au niveau global, le bilan des dix ans, on peut dire que ce qui s'est passé en 2011 et depuis est loin d'être à la hauteur de nos attentes, que ce soit sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan politique. Les quelques gains que l'on a eus sont tout de même importants : on a la liberté d'expression, une alternance démocratique au pouvoir, des élections libres et transparentes – mis à part le contrôle financier des élections, c'est partout pareil mais chez nous ce n'est pas du tout contrôlé. Et aussi une Constitution qui garantit les libertés, l'égalité, les droits sociaux et économiques. Mais en ce qui concerne la justice sociale, les changements économiques et sociaux, les vraies réformes, on n'a rien vu.

Cette décennie a été celle de l'islam politique, qui a toujours régné depuis les élections de 2011, qui a gouverné, fréquemment en alliance avec ceux de l'ancien régime. Ils se sont alliés de manière différente à chaque fois, et face à cela la gauche a été incapable de faire le poids, de porter les revendications issues de 2011.

Les causes profondes de la révolution sont donc toujours là...

Les questions qui reviennent tout le temps en Tunisie sont : était-ce une révolution ou un soulèvement ? Y a-t-il eu une contre-révolution ? Peut-on parler d'un processus révolutionnaire toujours en cours quand on voit le poids des mobilisations sociales et des revendications des couches populaires et des travailleurEs, avec de grosses mobilisations du syndicat [l'Union générale des travailleurs tunisiens – UGTT] ? Pour ma part, j'ai tendance à dire que c'est un processus révolutionnaire qui est toujours en cours, en me basant essentiellement sur la portée des mouvements sociaux et des mobilisations sociales, mais aussi des revendications politiques, qui restent radicales : justice sociale, distribution des richesses, et une opposition à tous ceux qui ont voulu s'approprier et détourner les aspirations de 2011, islam politique en tête.

Les ondes profondes sont toujours là, elles animent encore la Tunisie profonde, populaire, plein de



DR

couches sociales, car en dehors de quelques acquis démocratiques les résultats ne sont pas là. On a une situation économique explosive actuellement, un taux d'endettement du pays qui dépasse les 90%, l'appauvrissement de nombreuses couches de la société, un désengagement de l'État en matière de santé et d'éducation... Une crise économique sans précédent, avec une crise sociale d'ampleur, une augmentation du taux de chômage. S'y ajoute la corruption, qui fait des ravages, l'augmentation de l'économie parallèle qui représente plus de 50% de l'économie tunisienne : sur le plan économique et social, on est en deçà de tout. Sur le plan politique, c'est une grande instabilité. Si on la corrèle avec le processus révolutionnaire, cela montre qu'il n'y a pas encore d'équilibre, qu'il y a quelque chose qui continue à faire bouger la Tunisie. Tous les trois ou quatre mois on a un nouveau gouvernement. Moi je suis dans le secteur de la santé, on a eu 17 ministres depuis 2011 ! Cette instabilité politique témoigne du fait que le régime n'arrive pas à stabiliser les choses, que ce soit ceux de l'ancien régime ou leurs alliés de l'islam politique, les deux forces alliées de la contre-révolution en Tunisie. Ils n'arrivent pas à asseoir un régime stable.

Cette inscription d'Ennahda dans l'agenda néolibéral et contre-révolutionnaire n'a-t-il pas provoqué des tensions en interne et des ruptures avec un électoral populaire qu'ils prétendaient représenter ? C'est clair qu'Ennahda, et cela a été le cas dès le départ, a mené des politiques totalement néolibérales, associées à une corruption d'un niveau affreux, que les gens voient et reconnaissent aujourd'hui. Cela se traduit au niveau des votes, ils ont perdu énormément : si on calcule en nombre de votants, ils ont beaucoup perdu, ils sont à peine à un tiers des voix qu'ils avaient obtenues en 2011. Leur politique a été un fiasco : la décennie qui vient de passer est celle de l'échec d'Ennahda à mener ses politiques,

qu'elles soient idéologiques/religieuses ou économiques. Ils avaient promis de créer 500 000 emplois et on n'a rien vu, malgré leur adhésion illimitée aux politiques néolibérales et aux instances internationales qu'ils ont essayé de charmer à plusieurs reprises. Cela a provoqué des fissures à l'intérieur d'Ennahda, et cela a entraîné un mécontentement du côté de ses électeurs. Les fissures internes se sont manifestées par quelques critiques et quelques départs, mais le mouvement Ennahda est resté capable de garder une certaine unité à l'intérieur, et surtout de jouer sur un double tableau : ils ont mis de côté les éléments les plus ultras, les plus radicaux en interne, et ils ont soutenu, à l'extérieur, la Coalition de la Dignité, al-Karama, qui a pas mal d'élus et de sièges en ce moment, qui est une extrême droite

pourrie et conservatrice, mais qui est aujourd'hui l'aile radicale sur laquelle s'appuie Ennahda. C'est une alliance sous forme de partage des tâches, qui permet à Ennahda de lisser son image tout en gardant un lien avec son électoral le plus radical, une manière de gérer les mécontents de sa base. Mais les deux forces sont des forces néolibérales, pour la privatisation du secteur public, pour des politiques qui frappent durement les classes populaires, les travailleurs et les travailleuses en particulier. La crise actuelle, je crois, n'est déjà plus la crise de la légitimité d'Ennahda, mais plutôt la crise de l'absence d'alternative, avec l'incapacité des forces de gauche – comme des forces centristes – à s'organiser et à proposer une alternative.

Propos recueillis par Ugo Palheta et Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

THALES JUGÉ POUR CORRUPTION, EXTORSION ET BLANCHIMENT D'ARGENT.

Vents contraires pour Thales en Afrique du Sud. Alors que le géant français de la défense contestait une accusation d'extorsion dans le cadre d'un contrat d'armement remontant à 1999, il a vu sa demande rejetée par la justice du pays. Un procès pour corruption contre l'ex-président Jacob Zuma est prévu pour février. L'ex-président, qui fut au pouvoir de 2009 à 2018, devra répondre de 16 accusations de fraude, trafic d'influence et extorsion en lien avec l'achat d'avions de combat, patrouilleurs et équipement militaire à Thales lorsqu'il était le vice-président de Thabo Mbeki. M. Zuma est accusé d'avoir empoché quatre millions de rand (près de 220 000 euros) via des pot-de-vins dans le cadre d'un contrat global de 3,4 milliards de dollars avec le géant français de la défense et de l'aérospatiale. Thales, qui est également accusé de corruption, extorsion et blanchiment d'argent dans le cadre de cette affaire, avait contesté en 2020 l'accusation d'extorsion, arguant du manque de preuve. Mais une haute cour provinciale a rejeté la demande vendredi, a déclaré le Parquet national sud-africain (NPA), levant un des derniers obstacles juridiques à la tenue du procès, dont les premières auditions doivent débiter le mois prochain.

« Le NPA se félicite de la décision de la Haute Cour de Pietermaritzburg, de rejeter la demande du groupe français d'armement Thales », a déclaré son porte-parole, Siphon Ngwema. « Nous attendons le début de l'audience criminelle ». Jacob Zuma tout comme le groupe français, qui sera défendu par Barry Roux, ont toujours nié le moindre acte illicite, tentant à plusieurs reprises de retarder juridiquement la procédure. Initialement prévu en mai 2020, le procès a été repoussé à quatre reprises l'année dernière, tant du fait de demandes juridiques qu'à cause de la pandémie. Il doit désormais démarrer le 23 février. L'ancien président avait été poussé en 2018 à la démission par l'ANC, son propre parti, après neuf années de mandat marquées par une popularité déclinante et des accusations de corruption.

«Thales: vents contraires en Afrique du Sud, le procès Zuma aura lieu», capital.fr, 22 janvier 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|--|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 € | <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 € |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 € | <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 € |
| Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | |
| Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org